

Rapport
Van: KA.RA
Aan: H.B.
no.: E 1432

Onderwerp: Overzicht Communistische Pers
in Frankrijk.

28 OCT 1951

A.C.D. 121465

A.C.D.
Werkgr. Vern

int 0035

25-7-60

1. U gelievehierbij aan te treffen het overzicht van de communistische pers in Frankrijk over Augustus en September 1951, dezerzijds van SARDINE ontvangen.

25-10-1951.

No: 0235

Date: 1.10.51.

FRANCE

Communism

Review of the Communist Press in France, Aug/Sept. 1951

SUMMARY

PART I - GENERAL

paras. 1 - 6

PART II - STRENGTH

para 7

PART III - INTERNAL PROBLEMS

paras 8 - 10

Out of every four people who vote communist, only one reads the communist press(8) - A Soviet review criticises CAHIERS du COMMUNISME; its criticism is accepted(9) - Party reaction to attacks on their buildings: "Comit's de défense de la République"(10).

PART IV - TACTICS

paras 11 - 36

- A. The Central Committee Session of Sept. 7th - paras 11 - 17
DUCLOS' opening speech defines the party line(11) - MARTY on the Viet-Nam war(12) - LECOEUR on ideological self-education(13) - FAJON on the forthcoming cantonal elections(14) - Other speeches Waldeck ROCHET on peasant problems; COGNIOT on schools and childhood; VIAL on party strength(15) - DUCLOS sums up(16) FAJON's series of articles stressing the lessons of the Central Committee Session(17).
- B. Georges COGNIOT on the party line: the ideological justification for the theme of the "co-existence of the two systems"(18)
- C. Cantonal Elections: how to answer awkward questions(19)
(Note: for the cantonal elections, see also para 14).
- D. Contradictions in the Western Camp: paras 20 - 22
The Anglo-Iranian crisis(20) - The Vatican and the Americans(21) - Great Britain and the Japanese treaty(22)
- E. The Anti-American Campaign: paras 23 - 24
Monsieur GINGEMBRE's open letter to John M. CARMODY of E.C.A.(23) Attack in Cahiers du Communisme on American military bases(24)
- F. The Peace Movement: paras 25 - 26
The poet VERCORS returns to a Communist position(25) - Comité de défense du Cinéma français(26) -
- G. Communist propaganda amongst the new Army conscripts: preparations by the U.J.R.F. for a Congrès National des Jeunes Classes in Novembre - para 27.
- H. Unity of Action paras 28 - 34
Trade Union confederations agree on the "minimum vital"(28) - FRACHON likens the present position to that of 1935(29) - the CGT invites the other confederations to total unity of action(30) - the confederations reply(31) - FRACHON analyses their replies(32) - The Schools question and the unity of anti-clerical opinion(33) - THOREZ' works the great inspiration for "mass action"(34).

/I. Work in the trade-unions...

- I. Work in the trade-unions: paras 35 - 36
The organ of the WFTU on the need for increased trade-union activity amongst the masses(35)x- LECOEUR on insufficient trade-union work amongst the miners(36).

PART V - COLONIAL ISSUES

paras 37 - 40

- A. The "Front Algérien"
Creation of the Front Algérien(37) - Statement by Messali HADJ, the MFLD leader(38)
- B. The Rassemblement Démocratique Africain(R.D.A.)
Communist attack on HOUPHOUET-BOIGNY, the R.D.A. president(39 - 40)

PART VI - INTERNATIONAL CONTACTS

- A. Moscow Economic Conference - paras 41 - 44
- B. Meeting of French and Italian Intellectuals, Nice, Sept 1st(45)
- C. Society of Friends(46)
- D. International Conference for the Defence of the Rights of Youth, Spring 1952(47)
- E. International Childhood Conference, January 1952(48)
- F. World Congress of Authors - para 49.
- G. Fourth "France-U.R.S.S." delegation to USSR - para 50.

1st October, 1951.

FRANCECommunismREVIEW OF THE COMMUNIST PRESS - August/September, 1951.PART I - GENERAL

1. Après le calme habituel du mois d'août les Communistes français ont commencé, cette année, très tôt leur saison politique. Ils l'ont commencé sous le signe d'un grand succès remporté le 1-er septembre à la session de la Commission supérieure des Conventions collectives quand toutes les organisations syndicales sont tombées d'accord au sujet du salaire minimum garanti. Ce succès a encouragé la C.G.T. à intensifier son offensive en vue de réaliser l'unité d'action de la classe ouvrière. La proposition de la C.G.T., qui a suivi de près la session de la Commission supérieure des Conventions collectives et qui a été adressée à toutes les organisations syndicales, de s'asseoir à la même table pour discuter de l'action commune, a été accueillie plus ou moins favorablement à la seule exception de Force Ouvrière. C'est la C.F.T.C. qui a adopté l'attitude la plus conciliante. Ces succès des Communistes ont été causés par le courant vers l'unité d'action qui se fait sentir à la base.

2. Un autre fait marquant de l'activité politique du P.C.F. a été la session du Comité Central du parti qui s'est réunie les 7 et 8 septembre pour entendre les nouvelles directives que Jacques DUCLOS a rapporté de son récent voyage en Union Soviétique. Il est difficile de douter que ces directives, émanant officiellement de Maurice THOREZ, soient données par les maîtres du Kremlin. Il ne semble pas exagéré de prétendre que la nouvelle ligne du parti fixée à la session du Comité Central représente un tournant important dans la politique du P.C.F. En effet, les Communistes ont constaté que les masses travailleurs ont de plus en plus la tendance de s'unir pour faire aboutir leurs revendications devenues pressantes à cause de l'augmentation du coût de la vie. D'autre part les Communistes profitent de l'anti-américanisme qui se répand parmi les diverses couches de la population française au fur et à mesure que croît le nombre des troupes américaines stationnées en France. À cet égard, la rupture des relations entre la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises et l'E.C.A. est un fait significatif. Ces considérations ont poussé les communistes à initier la campagne en vue de la constitution d'un large front qu'ils appellent "national". Le mot d'ordre essentiel qui dominait les débats du Comité Central appelait les communistes à tenir fermement le drapeau de la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationale de la France. Jacques DUCLOS s'est déclaré prêt à lutter, côte à côte, avec tous ceux, sans aucune exception, qui veulent

"rétablir l'indépendance de la France, dénoncer les traités qui lient au char des impérialistes américains et développer tant sur le plan politique qu'économique et militaire une politique indépendante, fondée sur la défense des intérêts français et sur la poursuite d'une politique de paix".

/Cette...

Cette volonté des communistes français de gagner de sympathisants parmi les larges couches de la population française a été encore soulignée par la déclaration d'Auguste LECOEUR que l'idéologie marxiste-léniniste exprime non seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais aussi les intérêts des différentes couches de la nation.

3. Pour réaliser ce large front national, les dirigeants communistes invitent les militants au travail non seulement avec la C.G.T. et les organisations de masse contrôlées par le parti, mais aussi avec tous les syndicats et organisations même "réactionnaires". D'après la nouvelle ligne du parti tous sont des frères, égarés peut-être, mais avec lesquels il ne faut pas rompre des liens de famille. Il faut les chercher non seulement parmi les travailleurs, mais aussi parmi les artisans, commerçants, et même parmi les patrons. Il faut les unir tous sous le même drapeau anti-américain.

4. La constitution du FRONT ALGERIEN POUR LA DEFENSE ET LE RESPECT DE LA LIBERTÉ est un autre succès important du P.C.F., qui rendra aux communistes bien plus facile la mobilisation des Algériens en France pour les actions que le P.F.F. pourra envisager.

5. Le P.C.F. attache une grande importance aux élections cantonales qui auront lieu les 7 et 14 octobre prochain. Le résultat de ces élections lui permettra de vérifier si l'estimation des possibilités que la situation politique actuelle fournit aux communistes est correcte. De ce résultat dépendra probablement la tactique du P.C.F. dans l'avenir le plus proche. Il se pourra que le vote par l'Assemblée Nationale des subventions aux écoles libres qui constitue une brèche dans le principe de laïcité, cher à la majorité de Français, contribuera à jeter dans les bras des Communistes un certain nombre d'électeurs.

6. L'interview que Jacques DUCLOS a donnée à l'HUMANITE, à son retour d'Union Soviétique, n'apporte que des banalités sur les impressions recueillies pendant son voyage. Quant à l'état de santé de Maurice THOREZ, DUCLOS s'est borné à déclarer

"Le moral de Maurice THOREZ est extraordinaire. Ceux qui le connaissent savent qu'il est doué d'une volonté de fer, une volonté mise depuis plus de trente ans au service de notre grand Parti qu'il a tant contribué à forger dans l'esprit de Lénine et de Staline. Cette volonté indomptable, notre grand camarade la consacre à hâter l'heure de son rétablissement complet. C'est à récupérer au plus vite tous ses moyens d'action que tendent les efforts de Maurice et de cette tension de tous les instants se dégage une inexprimable impression de force et de grandeur".

PART II - STRENGTH

7. La seule indication sur la force actuelle du P.C.F. a été donnée par Théodore VIAL (voir para 5). Les 40.000 nouveaux adhérents qu'il signale, malgré que ce nombre représente 6% environ du total estimé, ne peuvent toutefois pas être considérés comme une augmentation des membres du parti. En effet, on n'est certainement pas loin de la vérité si on évalue les portes du parti durant l'année écoulée à 10% environ; cet état de choses pousse le P.C.F. à multiplier les efforts pour un recrutement permanent.

De son côté la C.G.T. continue, elle aussi, sa campagne de recrutement. Le 8 août son Bureau confédéral publiait un communiqué où on lisait:

"Le Bureau confédéral enregistre avec satisfaction le renforcement important de la C.G.T. par des milliers d'adhésions nouvelles.

"En raison de son influence croissantes dans les entreprises, influence qui se manifeste de plus en plus au travers des élections des délégués aux Comités d'entreprise et des délégués du personnel.

"Il appelle l'ensemble du mouvement confédéral à poursuivre et intensifier la campagne de recrutement, indispensable à son renforcement au sein de la classe ouvrière.

PART III - INTERNAL PROBLEMS

8. La question de la presse du parti préoccupe les dirigeants du P.C.F. Marius PATINAUD, membre titulaire du Comité Central, constate (Cahiers du Communisme, Septembre) que seulement un électeur sur quatre lit la presse communiste et apparentée. En parlant de diverses régions, PATINAUD donne à ce sujet des détails suivants:

"Les résultats sont fort inégaux selon les départements et les journaux.

"A Grenoble le nombre d'exemplaires vendus des ALLOBROGES, par rapport au nombre des voix qu'a recueillies la liste présentée par le P.C.F. représente 67%. Le rapport est de 51% pour LE PETIT VAROIS, à Toulon; de 50% pour LE PATRIOTE-VALMY, à Moulins; de 45% pour LA VOIX DE LA PATRIE, à Montpellier; de 42% pour LE PATRIOTE DE NICE, à Nice; à Marseille, le rapport est de 38% pour LA MARSEILLAISE; de 20% pour LE PATRIOTE REPUBLICAIN, à Lyon et seulement de 14% pour LIBERTÉ, à Lille.

"Le rapport entre le nombre des lecteurs de l'HUMANITÉ et le nombre des électeurs communistes dans la Seine est également faible. Il varie entre 10 et 12%".

Cela exige que le journal soit la préoccupation constante de toutes les directions, à tous les échelons:

"Il n'est pas rare de constater que tel secrétaire fédéral

qui, avec raison, se démène pour organiser et assurer une réunion publique de deux cents personnes, ne se préoccupe nullement du contenu du quotidien diffusé à vingt ou trente mille exemplaires dans le département. Il n'a pas compris que le journal est la meilleure arme de propagande, d'agitation, d'organisation, d'éducation. Et, conséquence de cette sous-estimation du rôle de la presse, rien n'est fait pour convaincre tous les membres du Parti qu'ils doivent pour convaincre tous les membres du Parti qu'ils doivent lire la presse communiste et démocratique; qu'ils doivent se préoccuper du journal que lisent les sympathisants qu'ils connaissent. Comment, en effet, un membre du Parti ou un sympathisant peut-il être le conseiller et le guide s'il lit la presse ennemie? Comment peut-il la combattre et quelle autorité a-t-il pour le faire devant ses camarades d'usine ou ses voisins? S'il est un domaine où il ne faut pas craindre de 'secouer le traintrain', c'est bien dans celui-ci".

PATINAUD constate ensuite qu'il y a encore fort à faire pour améliorer le contenu de la presse communiste:

"En premier lieu il convient de remarquer qu'exception faite pour l'HUMANITÉ, le vaste réseau de correspondants capable de constituer la liaison vivante avec les masses n'en est encore qu'à la période des balbutiements."

En conclusion, PATINAUD déclare:

"Le Parti communiste est un parti du type nouveau, totalement différent de tous les autres partis. Sa presse doit refléter cette différence quant à la qualité et aux sources de l'information, quant aux méthodes de rédaction, de diffusion, par rapport à la presse d'argent, à la presse de la guerre."

"L'enquête menée par l'HUMANITÉ avec trois rédacteurs et cinq cents correspondants sur l'occupation américaine en France, les enquêtes réalisées par les travailleurs de Renault et Simca, eux-mêmes, dans leurs usines, sont des exemples à méditer et imiter."

"Pour que la presse communiste et démocratique soit une presse de masse, pour qu'elle traduise et serve les intérêts généraux de notre peuple, il est indispensable qu'elle soit l'objet de l'attention constante de tout le Parti qui lui doit un appui sans réserve. Si le Parti considère la presse comme son affaire et non plus comme une activité secondaire, d'énormes progrès seront réalisés rapidement quant à l'information, la rédaction, la diffusion."

Un autre souci de la direction du parti c'est le niveau idéologique. La revue soviétique QUESTIONS D'HISTOIRE (No 5 - 1951) a publié une longue critique de la manière dont sont traités les problèmes de l'histoire du peuple français dans les CAHIERS DU COMMUNISME. Le directeur de cette dernière revue (Victor MICHAUT) en reproduisant l'essentiel de l'article soviétique (Cahiers du Communisme, septembre) y répond par lettre à la Direction de la Revue Soviétique. On y lit:

"Nous en dégageons (de l'article de K. SELEZNIOV) d'utiles indications pour nos travaux ultérieurs dans ce domaine, en retenant notamment la nécessité:

" (1) De revoir, d'un point de vue critique et autocritique, les principaux articles d'histoire parus ces dernières années dans

notre revue, en vue d'y relever les erreurs d'appréciation et certaines déformations du marxisme-léninisme dont il importe de déceler les causes et de tirer les enseignements.

" (2) D'entreprendre plus systématiquement, à propos des problèmes actuels de l'histoire de France et du mouvement ouvrier français, une lutte combative contre les falsificateurs réactionnaires, social-démocrates et trotskistes-policiers qui déforment l'histoire pour servir les fins de la propagande de guerre des imperialistes.

" (3) De dégager de l'histoire du Parti Communiste Français et de l'histoire contemporaine de notre pays, à la lumière des Oeuvres de Maurice THOREZ, encours de publication, les enseignements particulièrement valables pour l'actualité en faisant de cette histoire - et des commentaires historiques qu'exige une meilleure assimilation des Oeuvres du secrétaire général du P.C.F. - un instrument d'éducation marxiste-léniniste des cadres du mouvement ouvrier français."

10. L'activité anticommuniste de certains groupes de la population française commence à inquiéter le P.C.F. C'est ainsi qu'à la suite des attentats répétés contre les locaux communistes, ceux-ci ont entrepris la constitution des Comités de défense de la République. Le 5 août, le Comité Central du P.C.F. a publié une déclaration où on lit:

"Le Comité Central se félicite des initiatives déjà prises en vue de constituer des Comités de défense de la République. Il appelle tous les Français et les Françaises à exiger une politique française de défense des libertés démocratiques et de la Paix."

PART IV - TACTICS

(A) SESSION DU COMITÉ CENTRAL

11. Un mois après le retour de Jacques DUCLOS d'Union Soviétique, le Comité Central s'est réuni pour entendre des nouvelles directives. La première séance s'est ouverte le 7 septembre à la salles des conférences d'Ivry, sous la présidence de Marcel CACHIN, assisté des secrétaires du parti. Les secrétaires fédéraux et de nombreux membres de la fraction parlementaire du P.C.F. assistaient à la session.

Au fronton de la tribune était inscrit le mot d'ordre essentiel qui dominait les débats du Comité Central:

"LA TACHE SACRÉE DE NOTRE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, C'EST DE TENIR PLUS FERMEMENT QUE JAMAIS DANS SES MAINS ROBUSTES LE DRAPEAU DE LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE ET LA SOUVERAINÉTÉ NATIONALE DE NOTRE PAYS."

Jacques DUCLOS a présenté le rapport général qui définit la ligne actuelle du parti. Après avoir affirmé que les Américains sont résolus à précipiter le monde dans l'aventure, DUCLOS lance un appel à tous les Français de bonne volonté "sans distinction de condition sociale, d'opinion ou de croyance" à s'opposer, de toute leur force, à ce que la France soit jetée dans une nouvelle guerre pour les intérêts américains:

".....renouvelant aujourd'hui ce que nous avons déjà fait aux jours sombres de l'occupation hitlérienne, quand nous avons tendu la main à tous les Français qui voulaient libérer le pays, nous nous déclarons prêts à lutte, côte à côte, avec tous ceux, sans aucune

exception, qui veulent rétablir l'indépendance de la France, dénoncer les traités qui la lient au char des impérialistes américains et développer, tant sur le plan politique qu'économique et militaire une politique indépendante, fondée sur la défense des intérêts français et sur la poursuite d'une politique de paix.

"Aujourd'hui, comme au temps de la lutte pour la libération nationale, nous n'avons pour préoccupation que la défense des intérêts matériels et moraux de la nation, le rétablissement de son indépendance.

"Pas plus qu'il n'aurait été possible de mener à bien la lutte libératrice contre les nazis sans la participation de la classe ouvrière et de son Parti Communiste, pas plus il ne saurait être question aujourd'hui de libérer la France de l'emprise des Américains sans le concours des travailleurs et du Parti Communiste, qui en est la vivante expression.

"Aussi nous déclarons-nous prêts à combattre côté à côté de tous ceux qui veulent l'indépendance de la patrie, et quand les propagandistes de l'anticommunisme s'emploient à empêcher la rencontre nécessaire de tous les Français de bonne volonté, ils se démasquent, par cela même comme les agents des ennemis de l'indépendance française.

DUCLOS s'élève ensuite contre le rôle que l'on entend faire jouer à l'armée française. Il affirme qu'on est en train de la dénationaliser pour en faire un des éléments composants de l'armée européenne et quand on envisage le rôle qu'elle pourrait être amenée à jouer plus particulièrement en France, il n'est question que de son utilisation éventuelle comme force de police contre le peuple.

"La politique militaire des milieux dirigeants français, que rien ne différencie fondamentalement de celle des fascistes du R.P.F. ne saurait être vue d'un bon œil ni par la masse des soldats, ni par les officiers patriotes.

"Les uns et les autres savent que l'armée ne saurait sans déchoir se laisser utiliser anticonstitutionnellement pour opérer des actions de police, en vue de couvrir les agissements de ministres indignes.

"Et l'armée ne saurait non plus, sous peine de rompre avec la nation, combattre pour la défense d'intérêts soi-disants européens qui n'ont rien de commun avec ceux de la France.

"Nous savons aussi que dans leur immense majorité les officiers français n'entendent nullement se faire les instruments d'un nouveaucésarisme soumis aux exigences d'une politique étrangère comportant, comme conséquence inéluctable, la liquidation de l'indépendance française.

"Les officiers français se sentent humiliés d'être placés sous un commandement étranger et ils sont indignés de voir les traditions militaires françaises mises au service d'intérêts étrangers.

DUCLOS met en garde la classe ouvrière contre le danger fasciste en France et invite les travailleurs socialistes à l'unité d'action:

"Camarades travailleurs socialistes, vous ne voulez pas, vous ne pouvez pas vouloir que se poursuive cette politique de misère qui fait peser sur nous la menace du fascisme et de la guerre.

"Nous vous tendons une main fraternelle et nous vous appelons à lutter côte à côte contre nos ennemis communs: nous vous appelons à travailler ensemble à réaliser l'unité ouvrière, qui permettra de grouper tous les républicains pour barrer la route au fascisme.

"Le plan des fascistes et de diviser les travailleurs, ils tentent de le faire sur le plan politique en menant les plus abominables campagnes contre notre Parti Communiste; sur le plan syndical, ils essaient mais en vain d'isoler la C.G.T.

"Tous ensemble, camarades socialistes, nous mettrons ce plan en échec, nous empêcherons l'aspirant dictateur du R.P.F. d'étrangler nos libertés.

DUCLOS affirme que la C.G.T. représente en formidable obstacle sur la voie de fascisation. Il est donc indispensable que s'intensifie l'activité des communistes dans les syndicats:

"Rappelons tout d'abord que tout communiste syndicable a pour devoir d'être syndiqué et ajoutons que lorsqu'un membre du Parti travaille dans une entreprise dans laquelle il n'y a pas d'organisation syndicale, son premier devoir est de tout mettre en œuvre pour en constituer une au plus vite...

Le comportement des communistes dans les syndicats doit tenir compte du caractère large de ces organisations, de la présence dans leurs rangs de travailleurs qui sont encore loin d'admettre en tous points la politique des communistes, mais qui veulent, comme nous, défendre leur pain, la liberté et la paix. Aussi, est-il indispensable d'agir dans les syndicats avec tact et compréhension.

"Quant aux multiples exemples d'unité que l'on voit se produire entre travailleurs C.G.T., F.O., C.F.T.C. et inorganisés, ils démontrent toute l'importance du travail syndical pour la réalisation de l'unité ouvrière, au succès de laquelle nous devons consacrer nos efforts les plus tenaces...

"Le problème du travail des communistes dans les syndicats pose d'ailleurs la question fondamentale du rapport des communistes avec les masses. Notre Parti a pour devoir, comme nous l'a appris Lénine, de 'se lier, se rapprocher, et si vous voulez se fondre, jusqu'à un certain point, avec la masse des travailleurs la plus large, au premier chef avec la masse prolétarienne, mais aussi avec la masse des travailleurs non prolétarienne."

"Il est à peine besoin de rappeler qu'une appréciation politique qui considérerait comme réactionnaire et comme définitivement inaccessible tout ce qui est en dehors de la classe ouvrière constituerait une erreur grossière.....

"Un tel point de vue postule, en effet, l'isolement du prolétariat. Or, ce que nous voulons, c'est resserrer toujours davantage l'alliance de combat entre les prolétaires et les diverses couches de la population qu'inquiète, à juste titre, la politique de guerre, de misère et de fascisme faite par nos gouvernants.

"Nous voyons se produire en ce moment, sous la poussée des événements, de grands changements dans l'état d'esprit de nombreux Français et de nombreuses Françaises.

"Chacun de nous, pour peu qu'il observe ce qui se passe autour de lui, peut noter, chez beaucoup de gens, de sérieux changements d'attitude par rapport à nous, la marque d'un certain scepticisme vis-à-vis des slogans anticomunistes, rabâchés par nos ennemis et aussi un certain désir de savoir ce que pense notre Parti. Des communistes qui ne tiendraient pas compte d'une telle situation et qui, par leur étroitesse et leur sectarisme, rebuteraient les premiers pas de gens inquiets cherchant à savoir et donneraient à penser à ces gens que nous considérons comme d'irréductible ennemis ceux qui ne sont pas d'accord avec nous sur tous les points, feraient preuve d'une incompréhension politique grandement dommageable pour la cause que nous défendons....

Sachant que sans les masses rien n'est possible, poursuit le secrétaire du Parti, les communistes ont pour devoir de travailler activement dans des diverses organisations de masse existantes.

Parmi celles-ci, les organisations groupant les paysans doivent en tout premier lieu retenir notre attention d'autant plus que les paysans communistes n'y ont pas toujours mené la lutte indispensable, laissant ainsi le champ libre aux hobereaux et aux politiciens dits "paysans".

DUCLOS souligne ensuite l'importance de la contribution communiste au mouvement de masse pour la défense de la Paix:

"Les communistes participent à l'action entreprise par le mouvement de la paix, ce qui est tout à fait naturel, mais chacun sait qu'il y a au sein de ce mouvement des hommes et des femmes qui, sans partager les conceptions politiques, économiques et philosophiques des communistes, veulent la paix et cela suffit pour que s'établisse une collaboration loyale et fraternelle entre eux et les militants de notre Parti.

Nous avons contribué, nous contribuons et nous contribuerons avec plus d'acharnement que jamais en raison même de l'aggravation des dangers de guerre, à faire signer par des millions de Français et de Françaises l'appel en faveur du pacte de paix entre les cinq grandes puissances; nous avons contribué à assurer le grand succès du rassemblement national du 15 juillet où tous les départements étaient représentés et où on notait la présence de personnalités qui, jusque-là, s'étaient tenues en dehors du mouvement de la paix.

Nous contribuons à créer des comités de la paix et nous mettrons tout en oeuvre pour que les assises locales du 11 novembre, destinées à préparer de grandes assises nationales, connaissent un succès triomphal afin que le mouvement de la paix s'élargisse toujours, davantage et se dresse comme un barrage infranchissable devant les fauteurs de guerre!"

DUCLOS affirme l'attachement inébranlable des communistes français à l'Union Soviétique et insiste sur la nécessité de répondre avec vigueur et précision aux attaques contre elle.

DUCLOS conclut son rapport en montrant que la politique "d'indépendance française, de salut national et de paix" exige que soit réalisée l'union la plus large:

"Nous devons lutter avec acharnement pour qu'aucune considération sectaire n'entrave le développement du mouvement de la paix, dont les possibilités sont immenses.

/Nous...

"Nous vivons une période où les larges masses de notre pays tournent des regards interrogateurs vers notre Parti; elles voient en nous une grande force qui monte, et elles nous observent avec un esprit d'autant plus critique qu'elles ne nous confondent pas avec les divers autres partis. C'est avec une masse de Français et de Françaises qui, jusqu'à maintenant, se sont éloignés de nous, se sont montrés méfiants vis-à-vis de notre Parti, mais qui, aujourd'hui, instruits par les événements, voient les choses un peu différemment, que nous entendons développer notre combat et faire triompher la cause de l'indépendance nationale et de la paix .

A tous ces Français, à toutes ces Françaises, nous devons parler clairement la langue de la vérité et du courage, et leur montrer le chemin de l'union et de l'action, qui est le chemin du salut.....

Il nous est possible aujourd'hui de nous adresser à la raison et au cœur des travailleurs socialistes, avec la certitude d'être mieux compris que nous ne l'avons été en d'autres circonstances...

Le fait que les dirigeants de la C.F.T.C., de F.O. et de la C.G.C. ont été amenés à adopter une position semblable à celle de la C.G.T. au cours de la réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives, reflète l'état d'esprit qui se développe dans les rangs de la classe ouvrière, non seulement chez les travailleurs socialistes mais aussi chez les travailleurs catholiques et les inorganisés. Les ouvriers sentent l'ampleur des menaces qui pèsent sur eux; ils sentent que la guerre rôde autour d'eux; ils comprennent que leur misère est la conséquence de la politique de guerre; ils trouvent suspect de voir les pires réactionnaires combattre les communistes, au nom de la "démocratie"; ils voient qu'on veut leur ravir leurs conquêtes sociales; ils sont inquiets de voir les hommes du fascisme bénéficiant de nombreuses complicités avancer en direction du pouvoir. Aussi des progrès considérables peuvent-ils être faits dans la voie de l'unité ouvrière dont la réalisation constituera un important facteur d'unité nationale.

C'est donc avec confiance que nous devons poursuivre, améliorer et développer considérablement notre travail de masse, avec la volonté d'unir la classe ouvrière et de rassembler tous les Français de bonne volonté, afin de rétablir la France dans son indépendance, afin d'assurer, dans tous les domaines le relèvement de notre pays et de restaurer son prestige, au sein de la grande famille des nations libres, afin de sauver la paix".

12. Le rapport d'André MARTY était entièrement consacré à la guerre au Viet-Nam. MARTY affirme que cette guerre n'est pas une simple guerre colonialiste, mais une guerre menée pour les intérêts de la stratégie américaine. La visite du général de Lattre de Tassigny à Washington en est une nouvelle preuve, de même que les récentes déclarations de David BRUCE, ambassadeur des Etats-Unis en France;

"Le départ des troupes françaises d'Indochine serait un désastre pour les Etats-Unis. Du point de vue colonial, la guerre d'Indochine ne comporte aucun intérêt pour la France".

/En terminant..

En terminant, après avoir cité la phrase de Staline:
- la puissance d'un parti se mesure aux actions qu'il est capable
d'accomplir -, André MARTY a déclaré:

"Agissons avec plus de résolution contre la guerre du
Viet-Nam; c'est une partie de notre combat contre
les fauteurs de guerre qui voudraient nous jeter dans
la catastrophe d'un conflit mondial. Restons fidèles
à l'esprit d'internationalisme prolétarien. Ainsi
nous défendrons à la fois, la France et la Paix".

13. Le troisième secrétaire du parti, Auguste LECOEUR, a parlé
dans son rapport, de la nécessité d'un effort idéologique constant des
communistes et en particulier des cadres du parti. LECOEUR prétend
que l'idéologie marxiste-léniniste exprime non seulement les intérêts
de la classe ouvrière, mais aussi les intérêts des différents couches
de la nation.

LECOEUR examine ensuite comment obtenir des résultats appréciables
dans l'éducation de masse qui conditionne l'issue victorieuse de la lutte
que mène la lutte que mène le parti. Ces résultats, affirme-t-il, ne
seront obtenus que dans la mesure où sera généralisée la pratique persévér-
ante de l'étude personnelle, qui nécessite un effort et une prise de
conscience individuelle.

"L'étude individuelle, il ne faut pas se le cacher, est un
travail des plus délicats.

Il est beaucoup plus difficile de diriger l'étude individuelle
que de diriger n'importe quelle école.

La question est ainsi posée: des dizaines de milliers
d'adhérents et de militants doivent étudier chez eux les
oeuvres essentielles du marxisme-léninisme, la plume à
la main".

"Dans l'immédiat, ce sont, pour les directions, les
obligations suivantes;

- a) Mettre à la disposition des étudiants individuels
les ouvrages nécessaires à leurs études.
- b) Les conseiller sur le choix de ces ouvrages et des
lectures, leur donner une idée sur l'emploi du
temps et les méthodes élémentaires d'étude.
- c) Répondre à toutes leurs demandes d'éclaircissement
soit directement, soit par la presse, soit par le
fonctionnement des cercles d'études.
- d) Organiser des cycles de conférences, à l'aide des
militants fédéraux et anciens élèves des écoles centrales
sur tel ou tel ouvrage fondamental, tel ou tel sujet,
telle ou telle répétition.

/LECOEUR termine.....

LECOEUR termine son rapport en soulignant l'importance de l'étude de FILS DU PEUPLE et des oeuvres de Maurice THOREZ.

14. Le rapport du quatrième secrétaire du parti, Etienne FAJON, avait pour thème unique les élections cantonales. Après avoir tiré des enseignements des élections générales du 17 juin dernier, FAJON affirme que les communistes peuvent aller à la bataille avec confiance, avec l'enthousiasme des vainqueurs, car la situation politique leur permet d'envisager de nouveaux succès s'ils font leur devoir:

"L'influence du Parti est en effet en progression. C'est ce qui ressort du résultat des élections partielles, municipales ou cantonales, qui se sont déroulées depuis le 17 juin dans les départements les plus divers. Partout où nos camarades ont organisé la campagne, ces résultats sont supérieurs à ceux des récentes élections générales. C'est que les événements sont venus confirmer nos affirmations aux yeux de beaucoup de Français hésitants ou trompés, tandis qu'ils mettaient en pièces les mensonges anticommunistes."

FAJON insiste sur la nécessité de soumettre aux électeurs, dans chaque canton, un programme cantonal soigneusement élaboré, basé sur les revendications de la population et établi si possible en collaboration avec elle, tenant compte aussi des besoins des communes.

Pour ce qui est de la propagande générale, elle ne doit pas consister à énumérer d'un bout à l'autre les articles du programme. Il est préférable de dégager et de marteler les propositions primordiales. Voici, selon FAJON, quels doivent être les thèmes fondamentaux de la campagne:

- (1) l'action pour la signature entre les cinq grandes puissances d'un pacte de paix ouvert à tous les Etats;
- (2) La reconquête de l'indépendance nationale par la dénonciation de tous les traités qui asservissent la France aux Etats-Unis;
- (3) la défense des revendications ouvrières.

" Il sera indispensable d'appuyer l'exposé de nos solutions par l'exposé de notre action, notamment celle de nos députés depuis les élections du 17 juin. A cet égard, la campagne électorale sera l'occasion d'un premier et vaste compte rendu de mandat parlementaire. A ce compte rendu doivent participer nos députés sans exception, y compris ceux dont le siège a été volé par le truquage électoral.

Après avoir souligné la nécessité de réfuter les attaques antisoviétiques, FAJON déclare:

"Il ne s'agit pas aujourd'hui du socialisme. Bien sûr, et nous l'affirmerons hautement, son instauration en France est notre but; nous luttons et continuerons à lutter dans cette voie. Comment pourrions-nous songer à abaisser notre drapeau alors que que jamais le contraste ne fut aussi éclatant entre la santé, l'équilibre, l'essor pacifique des pays qui ont choisi le chemin du socialisme, et d'autre part la stagnation, le désordre, les plaies purulentes de ceux qui vivent encore sous la loi du capital. Mais l'idée de la nécessité du socialisme est encore l'apanage de ceux que nous influençons directement. Et c'est à tous les Français qu'il faut ouvrir une perspective immédiate.

"La notion que notre campagne doit rendre claire, c'est que l'accord de la quasi-unanimité du pays peut se réaliser sur les impératifs d'une politique de paix et d'indépendance nationale, et que cette politique sera celle de la France si l'accord des intéressés s'exprime par leur action commune..."

"C'est l'action universelle du mouvement de la paix qui a empêché l'utilisation de la bombe atomique et qui a obligé les Américains à parler tout de même avec les Coréens et les Chinois. Ici en France, le truquage électoral n'empêche pas les ouvriers d'aboutir par leur action unie à de nombreux succès revendicatifs. C'est l'unité des travailleurs et l'union des républicains qui ont mis le fascisme en déroute en 1934. C'est le peuple en mouvement qui a dicté pendant quelques mois, en 1936, une politique de progrès social à la Chambre de trahison qui venait d'être élue. Et le rapport des forces était bien moins favorable qu'aujourd'hui.

"Nous allons donc montrer aux Français qu'ils ont la possibilité en s'unissant à la base et en agissant ensemble, en se rassemblant plus largement dans le mouvement de la Paix de promouvoir quels que soient les obstacles, une politique nouvelle faite par un gouvernement différent, conforme à la volonté nationale et non au bon plaisir d'Eisenhower.

"Et nous les convaincrions que voter communiste, c'est le sûr moyen de rendre ce profond changement plus facile et plus proche.

FAJON préconise ensuite la tactique électorale suivante:

"Au premier tour, le Parti présente dans chaque canton un candidat d'Union Républicaine, Résistante et Antifasciste pour l'indépendance nationale, le pain, la liberté et la paix.

Certes, les problèmes qui se poseront entre les deux tours ne nous laissent ni indifférents ni passifs. Comme on l'a vu dans plusieurs élections partielles récentes, les communistes saisissent toutes les occasions, y compris des élections, qui permettent de réaliser un accord à la base, sur une plate-forme commune de paix et de progrès, avec les travailleurs socialistes et plus généralement avec n'importe quel groupe de simples Français soucieux de lutter pour leurs raisons à eux, en faveur d'une politique nouvelle. A condition, bien entendu,

que l'accord soit public, qu'il ne comporte aucun renoncement à nos principes et à notre politique propre, enfin qu'il puisse servir de support à une action commune. D'autre part, dans tous les cantons où un second tour sera nécessaire, nous verrons le parti américain mettre tout en œuvre pour que s'affirme la coalition de toutes ses forces, depuis les dirigeants socialistes jusqu'au R.P.F., pour battre nos candidats. Un examen sérieux de la situation par canton devra donc avoir lieu dès le lendemain du premier tour.

"Mais, pour l'instant, il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de l'essentiel, qui est d'obtenir le plus grand nombre de voix possible le 7 octobre en menant une ardente campagne électorale et en développant à fond la politique du Parti.

En terminant, FAJON appelle l'attention des organisations du parti sur quelques aspects de leur travail dans la campagne électorale:

- (1) lancer toutes les forces dans la bataille, y compris celles des cantons où l'on ne vote pas;
- (2) assurer le succès de la souscription électorale;
- (3) faire surgir, en grand nombre, de nouveaux et larges comités électoraux, notamment dans les usines, et redonner vie à ceux qui, réunissant des communistes, des socialistes, des croyants, d'autres encore, avaient été constitués dans nombre d'entreprises et de quartiers lors de la dernière campagne et qui ont cessé toute activité ensuite, faute de soutien durable du parti;
- (4) profiter de la campagne pour intensifier le recrutement au parti;
- (5) renforcer la vigilance politique et d'organisation.

Parmi les interventions de quelque importance il faut citer les suivantes:

Waldeck ROCHET s'est attaché à montrer le rôle de réserve du R.P.F. dévolu au Parti Paysan et du groupe parlementaire des Indépendants et Paysans. Il a souligné ensuite l'attention insuffisante apportée par les organisations du parti aux revendications des paysans travailleurs et au travail des paysans communistes dans les organisations agricoles. Pour avancer à la campagne, il faut défendre les positions communistes dans les organisations agricoles et parmi les masses paysannes. Il faut considérer que

"le travail paysan est l'affaire de tout le parti et que de sont les militants qui dirigent nos fédérations qui doivent, avec l'aide des paysans communistes, assurer la direction politique du travail du parti à la campagne."

Georges COGNIOT a parlé du programme de protection de l'école et de l'enfance. COGNIOT affirme que la question scolaire n'est pas seulement un aspect de la lutte contre le fascisme et la guerre, mais aussi un aspect de la lutte nationale. En terminant COGNIOT appelle les instituteurs socialistes et communistes, les parents d'élèves d'opinions progressistes, toutes les forces démocratique à se rassembler contre l'offensive du fascisme, pour un programme constructif de protection de l'école et de l'enfance, qui doit recevoir aussi le soutien des travailleurs chrétiens. Il appelle à l'union de tous les patriotes contre la réaction culturelle qui compromet le patrimoine national et pousse le pays à la décadence.

Théodore VIAL, membre du Comité Central, signale que plus de 40.000 adhésions nouvelles ont été enregistrées par le parti depuis le début de l'année. Des résultats positifs ont été obtenus chaque fois que la parti a manifesté ses initiatives propres. VIAL invite

les responsables des Fédérations à être actifs au recrutement dans les cellules et les sections, d'une manière systématique et permanente, ce qui implique d'améliorer sans cesse la liaison avec les masses.

16. Dans le discours de clôture Jacques DUCLOS a souligné l'importance du problème de la coexistence entre les deux systèmes.

"Nous devons beaucoup insister sur le principe de la coexistence pacifique et de la coopération possible entre systèmes différents, principe qui a sans cesse été affirmé par l'Union Soviétique. Toute hésitation ou toute insuffisance dans la défense et dans l'explication d'une politique fondée sur ce principe ne peut que favoriser les campagnes des ennemis tendant à présenter colomnieusement l'U.R.S.S. l'U.R.S.S. comme poursuivant une politique agressive.

Quant à ceux qui pensent que la coexistence pacifique entre les deux systèmes renvoie à beaucoup plus tard notre libération de la domination et de l'oppression capitalistes, ils font preuve de bien peu de confiance dans les forces de la classe ouvrière, dans les forces de notre peuple; ils sous-estiment les forces populaires et, sans aucun doute, ils surestiment les forces de nos ennemis."

En passant à la question de la "reconquête de notre indépendance nationale" DUCLOS a déclaré:

"Nous sommes arrivés à un moment où le mouvement pour l'indépendance française peut et doit revêtir une ampleur extraordinaire. Ce qui n'aurait pas été possible il y a quelques mois le devient maintenant.

Mais, qui peut développer un tel mouvement destiné à poser d'un poids très lourd sur le plateau de la balance pour la sauvegarde de la paix?

C'est la classe ouvrière, avec à sa tête son Parti, notre Parti Communiste, qui peut et qui doit jouer un rôle décisif dans le rassemblement de toutes les énergies nationales. Cela revient à dire que patrons et ouvriers peuvent parfaitement se trouver dans le même camp pour la reconquête de l'indépendance française.

Certains camarades demandent, paraît-il, si une telle situation n'aura pas pour résultat de gêner la classe ouvrière dans sa lutte pour les revendications.

Il ne s'agit pas, il ne saurait s'agir, en aucun cas, pour les travailleurs d'abandonner ou d'atténuer leur lutte pour leurs revendications.

Quant aux patrons, ils sont à même de faire un certain nombre de constatations édifiantes. Ils peuvent constater que l'E.C.A. (organisation économique du Plan Marshall) en engageant sa fameuse opération 'productivité' vise:

- (i) A imposer aux ouvriers français une surexploitation barbare;
- (ii) A liquider les petites et moyennes entreprises au profit de grandes sociétés sur lesquelles les capitalistes américains auront mis la main.

Les patrons/

Les patrons peuvent constater aussi que du fait de la politique américaine, la concurrence allemande et japonaise menace sérieusement l'économie française qui, de l'aveu de M. René MAYER, voit sans cesse s'accroître son déficit en dollars.

Et les patrons ne pourront pas ne pas se rendre compte qu'avec notre politique de défense de l'indépendance française, nous défendons non seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais l'ensemble des intérêts de la nation.

Il est indispensable que nous adressions l'immense masse des Français et des Françaises contre les oppresseurs américains, et je voudrais maintenant examiner ce qu'il convient de faire pour que cette politique s'empare des larges masses, les mobilise et les fasse participer au grand combat pour l'indépendance nationale et pour la paix.

Nous devons tout mettre en oeuvre pour mener à bien notre campagne électorale. Je n'insiste pas sur les raisons qui ont été développées par Etienne FAJON dans son rapport.

Pour cela, il faut que nous menions notre campagne électorale sous le signe du rassemblement de tous les Français pour l'indépendance nationale et pour la paix.

De ce point de vue, il faudrait dans les programmes électoraux montrer concrètement pour chaque département:

- (i) le caractère insupportable de l'occupation américaine;
- (ii) les conséquences désastreuses pour l'industrie et pour le commerce du département de la politique de marshallisation, c'est-à-dire de la politique de soumission de la France à l'Amérique;
- (iii) la possibilité de développement industriel et commercial qui nous serait offerte par le rétablissement de relations commerciales normales avec l'Union Soviétique, avec la Chine libre et avec les démocraties populaires;
- (iv) la concordance d'intérêts qui doit unir tous les Français dans une même volonté de libérer le pays."

DUCLOS a ensuite attiré l'attention sur le problème des rapports du parti avec les masses qui doit être expliqué aux militants pour les convaincre de la nécessité de travailler et de bien travailler dans les diverses organisations de masse. Dans les domaines du travail dans les organisations syndicales et parmi les paysans il faut procéder rapidement à une amélioration du travail. En outre, il faut faire un effort considérable afin d'intensifier la campagne de signatures pour un pacte de paix entre les cinq grandes puissances et participer activement à l'effort nécessaire de consolidation et de développement organique du mouvement de la paix:

"D'immenses possibilités existent pour accroître notre influence dans les masses, dans tous les domaines, dans toutes les directions. Les Américains et leurs valets voulaient isoler notre Parti. Ils n'ont pas réussi. Ils ne réussiront pas!

Et non seulement leur échec est évident, mais les conditions sont créées pour que nous fassions maintenant un bond considérable en avant. Il dépend de nous qu'il en soit ainsi.

DUCLOS affirme que des possibilités nouvelles existent sur le plan de la réalisation du front unique avec les travailleurs socialistes:

"Nous devons apparaître aux yeux des travailleurs socialistes tels que nous sommes, c'est-à-dire comme le Parti qui à cela, nous devons tendre fraternellement la main aux travailleurs socialistes, tout en situant concrètement, de façon irréfutable les responsabilités des dirigeants socialistes dans tout ce qui a été fait pour favoriser de Gaulle....

Nous pouvons empêcher et nous empêcherons que se fasse en France ce qui a été fait en Allemagne. Les sociaux-démocrates réussirent là-bas à diviser la classe ouvrière, mais nous, nous avons la possibilité de l'unir. Et l'unité de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme et pour la défense de ses revendications constitue un des facteurs importants de la réalisation de l'unité nationale avec ce qu'elle comporte de possibilités pour la reconquête de l'indépendance de notre pays.

Enfin, il ne s'agit pas d'oublier que dans notre lutte contre les fascistes qui attaquent la laïcité avec l'intention d'aller plus loin, beaucoup plus loin, si nous ne leur barrons pas la route, nous ne devons pas perdre de vue la politique de la main tendue aux travailleurs catholiques qui, aussi bien que les travailleurs socialistes, sentent le besoin de l'union, en raison même des conditions d'existence de plus en plus difficiles qui leur sont faites et de la menace qui pèse sur leurs libertés."

Dans la dernière partie de son discours de clôture, DUCLOS souligne l'importance de la presse communiste:

"En rapport direct avec l'activité du Parti se pose le problème de notre presse. Peut-on dire que la presse fédérale reflète toujours bien la politique de notre Parti?

La lecture des hebdomadaires du Parti de cette semaine de quelques-uns tout au moins, montre que dans de très nombreux cas on ne dit rien de la campagne de signature pour un pacte de paix entre les cinq grandes puissances. Pourquoi cet oubli? Comment peut-on oublier une telle question alors qu'il y a tant d'événements qui montrent l'aggravation des dangers de guerre d'un côté, et, d'un autre côté, les possibilités immenses de rassembler les forces de paix?

/On note...

"On note aussi qu'il y a trop peu d'informations sur l'occupation américaine. Si nous voulons développer le grand courant de rassemblement des masses pour l'indépendance nationale, il faut que nous menions une campagne énergique contre cette nouvelle occupation.

Les faits ne manquent pas qui caractérisent l'oppression l'exploitation que les impérialistes américains font subir à notre patrie, à notre peuple. Notre presse doit traduire et contribuer à développer la protestation grandissante qui s'élève contre la nouvelle occupation américaine.

Récemment, L'HUMANITE relatait la manifestation patriotique du camp de la Martinerie dans l'Indre. Le colonel, avant d'évacuer le camp qui devait être occupé par les Américains, a fait scier le mât en haut duquel flottait jusqu'à ce jour le drapeau de la France. C'est un geste qui en dit long. C'est le geste d'un officier français qui proteste, à sa manière, contre l'occupation d'un territoire français par les Américains, dont les Plevin et les Bidault se font honteusement les serviteurs.

Dans notre bataille pour l'indépendance nationale, il faut faire appel aux sentiments patriotiques de notre peuple. Pour mener à bien la tâche décisive de rassemblement de toutes les forces nationales, il faut que nous sachions nous adresser à tous les Français, à toutes les Françaises; il faut que notre presse réponde aux besoins aux aspirations, aux inquiétudes, à l'indignation et à la colère des diverses parties de la population.

17. Etienne FAJON a consacré à la session du Comité Central une série de huit articles consécutifs (L'Humanité du 12 au 21 septembre) en vue de bien souligner les directives essentielles et urgentes de la politique du parti. FAJON qualifie cette session de très importante, car elle a éclairé pour les mois qui viennent le chemin des communistes et des Français de plus en plus nombreux qui se tournent vers eux.

"Au premier plan de cette politique se situe la lutte pour rétablir l'indépendance de la France, où les dirigeants américains font présentement la loi. L'idée qu'il est possible et nécessaire d'unir dans cette lutte les communistes et d'autres Français qui ne pensent pas comme eux n'est pas une idée nouvelle. Mais le fait nouveau, c'est que l'inquiétude provoquée par la domination étrangère se généralise de plus en plus: c'est que cette inquiétude gagne désormais tous les Français, jusqu'aux plus éloignés des communistes, à l'exception d'une poignée de traîtres.

Nombre de possédants voient, en effet, leurs entreprises périliter par suite de la mainmise du capital américain sur l'économie nationale.

D'autres sont menacés de ruine par l'interdiction brutale qui leur est faite, sur ordre américain, de commercer avec le pays qui ne plaît pas à M. Truman.

"D'autres sont gravement lésés par le traitement de faveur réservé par les Etats-Unis à leurs vaisseaux allemands et japonais, concurrents de l'économie française.

Les Français appartenant aux classes moyennes constatent que la politique américaine augmente régulièrement le nombre des faillites.

Plus généralement, notre peuple fier et cultivé supporte difficilement l'insolence et les diktats des envoyés prétentieux et brutaux de Washington. En bref, la domination américaine nuit à tous les Français et les indignes tous.

Dans de telles circonstances, il est beaucoup plus facile qu'hier de démontrer que la lutte de la classe ouvrière pour rétablir l'indépendance de la France n'exprime pas seulement l'intérêt des travailleurs, mais qu'elle exprime l'intérêt de tous les Français!

FAJON affirme ensuite que la restauration de l'indépendance française aurait pour complément, entre autres, la fin de la guerre d'Indochine.

"toute action contre la guerre du Viet Nam est aujourd'hui une action éminemment patriotique. C'est le cas pour l'action des dockers et de tous ceux qui s'opposent collectivement à l'envoi d'armes en Indochine. C'est le cas pour l'action du noble Henri Martin qu'il nous faut arracher au bagne. C'est le cas pour l'action à laquelle notre Comité Central invite la nation tout entière.

Les communistes vont travailler sans ménager leur peine au rassemblement de toutes les énergies nationales dans la lutte pour la paix au Viet Nam inséparable du grand combat général pour l'indépendance française et la paix du monde."

Vient ensuite la question de l'armée. FAJON déclare qu'une poignée de milliardaires français et les politiciens qui les servent s'emploient à dénationaliser l'armée française:

"Ils la placent sous le commandement d'un général étranger; ils la transforment en détachement d'une prétendue armée européenne, comme Hitler l'avait rêvé en son temps et pour les mêmes buts, pour une guerre d'agression contre l'Union Soviétique.

L'armée française est utilisée par ailleurs dans la guerre faite au Viet Nam pour le compte des Etats Unis. Elle y subit les plus lourdes pertes: 30,000 morts déjà. Si l'on tient compte que 800 d'entre eux sont de jeunes officiers, on peut penser que le général Eisenhower tirera parti de l'anéantissement de ces cadres pour les remplacer par des gradés américains ou par des éléments de la Wehrmacht renaissante.

Il est enfin hors de doute que les suzerains de la France, après avoir vidé notre armée de sa raison d'exister qui est la défense du sol national, rêvent de l'employer à des besognes de police contre le peuple, voire à la ravalor au rôle d'instrument d'un coup de force gaulliste contre la République."

La lutte pour la paix est aujourd'hui la question décisive dans tous les pays. L'insistance des communistes à cet égard est à la mesure de la gravité croissante des périls de guerre:

"Certes, en France comme dans d'autres pays, il y a des millions d'hommes et de femmes qui ne partagent pas l'opinion des communistes sur les causes de la tension internationale. Mais, quelles que soient les divergences d'opinion, tous les Français sont d'avis que l'accord entre les grandes puissances est préférable à la guerre. Tous ont donc leur place marquée dans l'action pour le Pacte et pour la paix."

FAJON rappelle ensuite que la Comité Central a précisé les devoirs des communistes au sujet de leur activité dans les organisations de masse:

"(i) Tout membre du Parti Syndicable a pour devoir d'être syndiqué, de militer dans l'organisation syndicale de son entreprise, d'aider à la créer si elle n'existe pas.

(ii) Les syndiqués communistes luttent la main dans la main avec les autres, en respectant leurs idées, en donnant l'exemple du dévouement à la cause commune.

(iii) Les communistes se dépensent sans compter pour le succès de l'unité d'action entre les travailleurs de la C.G.T., ceux des autres centrales et les inorganisés, pour l'unité ouvrière que le travail syndical, on le voit ces jours-ci, contribue si efficacement à faire progresser.

Cette ligne de conduite est valable, compte tenu de la différence des conditions, pour tous les communistes. Le paysan communiste doit militer dans l'organisation paysanne de masse, même si elle est dirigée par des réactionnaires. L'artisan, le petit commerçant communistes ont une tâche analogue à remplir dans l'organisation de masse de leur profession."

FAJON souligne que le Comité Central a demandé aux communistes d'être à la tête du combat pour la défense des libertés en général et de la laïcité en particulier:

Le Comité Central/

"Le Comité Central a montré comment la politique des divers partis, et notamment du parti socialiste a favorisé et favorise de Gaulle. Mais la conscience du péril et la haine du fascisme s'élèvent présentement chez les ouvriers socialistes et chez tous les travailleurs. Les conditions d'un large front unique ouvrier, d'un front de tous les républicains contre le fascisme sont en train de grandir. Le Comité Central appelle les communistes à se battre passionnément pour l'unité antifasciste, dans l'intérêt de la classe ouvrière, de l'indépendance nationale et de la paix".

En résumant, FAJON déclare:

"Le Comité Central a montré que l'indépendance nationale peut être rétablie et la paix efficacement défendue par l'union active de tous les Français sans distinction de condition sociale ou d'opinion. Il a montré qu'en dépit des oppositions de classe et autres cette union est possible puisque la domination des fauteurs de guerre américains lèse tous nos compatriotes et ruine le pays. Il demande aux communistes de tout faire pour que se réalise ce large front national. Le Comité Central a insisté en même temps sur l'importance de l'unité d'action de la classe ouvrière et particulièrement du front unique entre travailleurs socialistes et communistes. L'unité d'action de la classe ouvrière fait chaque jour ses preuves dans les luttes revendicatives. Mais elle est par surcroît un facteur essentiel pour le combat de l'ensemble des républicains contre le fascisme. Et la classe ouvrière unie est le ciment le plus sûr pour le rassemblement nécessaire de toutes les énergies nationales. L'application des décisions du Comité Central exige en conséquence un effort persévérant et passionné dans la voie de l'unité.

Dans son dernier article FAJON souligne l'importance des élections cantonales. Par la campagne électorale les communistes doivent prouver à tous les Français que l'action commune peut et doit promouvoir dans l'avenir immédiat une politique nouvelle, les convaincre que voter pour les candidats communistes est le sûr moyen de rendre plus proches les changements unanimement désirés.

B. LA LIGNE DU PARTI D'APRES GEORGES COGNIOT

18. Déjà avant la session du Comité Central Georges COGNIOT, membre du Comité Central et un des délégués du P.C.F. au Cominform, a publié (Cahiers du Communisme, août) quelques directions du travail idéologique à l'époque actuelle. COGNIOT souligne tout d'abord la nécessité de déraciner totalement la croyance à la fatalité de la guerre;

"Nous avons été formés politiquement dans l'idée que d'après le marxisme, le capitalisme produit inévitablement le danger des guerres impérialistes. Et cette idée est vraie. Mais il faut être, comme dit Staline, un talmudiste et un scolastique pour interpréter dans un sens fataliste la phrase de Jaurès sur le capitalisme 'qui porte la guerre comme la nuée porte l'orage', pour tirer de là la conclusion fautive qu'il est impossible ici et maintenant, de prévenir une nouvelle guerre

/mondiale

mondiale. Ce qu'il convient en effet d'avoir en vue, ce sont les conditions historiques d'ici et maintenant, les faits nouveaux:

- la puissance grandissante de l'U.R.S.S.
- l'existence des pays de démocratie populaire,
- l'ampleur gigantesque, absolument sans précédent, du mouvement organisé des masses en faveur de la paix,
- bref, le fait que le rapport entre le camp de la paix, du socialisme et de la démocratie et le camp de la guerre et de la réaction impérialiste est en voie de transformation radicale".

Autre objet des explications que les propagandistes du P.C.F. ont à intensifier pour justifier toujours, plus la politique communiste de paix est la possibilité de la coexistence du système socialiste et du système capitaliste. Ces explications doivent être basées sur les thèses suivantes:

- "(1) que l'idée de la coexistence des deux systèmes, de leur émulation pacifique, de l'amélioration des relations économiques entre eux est non pas la découverte de l'ancien chef d'Etat américain, mais une idée fondamentale du marxisme-léninisme, affirmée constamment, dès les premiers jours de l'existence de l'Etat soviétique jusqu'aujourd'hui, par Lénine et par Staline;
- (2) que cette idée de la coexistence pacifique se fonde théoriquement sur une thèse maîtresse du marxisme-léninisme: la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays (ou dans un groupe de pays);
- (3) que le renforcement du mouvement communiste dans les pays capitalistes est non pas le produit des sombres manigances de Moscou et de prétendues 'agressions intérieures', mais celui des lois nécessaires qui président au développement de la société.
- (4) que ceux qui ont peur de l'émulation pacifique des deux systèmes sont précisément les impérialistes, tremblant à l'idée des vices internes et de la pourriture de leur régime et n'espérant le sauver qu'à l'aide de la guerre".

En parlant des raisons françaises de la politique communiste, COGNIOT recommande aux propagandistes de mettre très fortement l'accent sur le caractère d'ample mouvement sans parti, de large UNION DE LA NATION (souligné dans le texte).

"La référence constante à l'intérêt national est exigée de nous par les conditions historiques nettement déterminées dans lesquelles nous vivons, et nous ne devons jamais la passer sous silence ou l'affaiblir. La notion de patrie si chargée de potentiel affectif, est un trait d'union entre les communistes et les sans-parti, les paysans, les intellectuels, les hommes des classes moyennes urbaines, que révolte la trahison nationale des FLEVEN, des MOCH et des de GAULLE. Comme le disait le camarade Joseph CYRANKIEWICZ à la dernière session du Comité Central du Parti ouvrier unifié de Pologne, la classe ouvrière révolutionnaire, une fois qu'elle s'est placée sur le /terrain...

d'un patriotisme authentique, tient pour ainsi dire des positions surplombantes, d'où elle peut frapper efficacement l'ennemi de classe, qui est en même temps l'ennemi de la nation."

COGNIOT rappelle aux propagandistes communistes la nécessité d'une lutte résolue contre le social-démocratisme et contre le titisme:

"Il faut reprendre la lutte systématique contre le titisme, un peu abandonnée l'an dernier, après la faillite de la deuxième campagne des voyages de vacances en Yougoslavie!"

Enfin, COGNIOT attire l'attention de propagandistes communistes sur la question du travail dans les organisations de masse:

"Dans chaque organisation de notre Parti, il est nécessaire de remettre à l'étude tous les enseignements de Lénine et de Staline sur la nécessité absolue, pour assurer la victoire de la paix et des intérêts vitaux des masses, d'unir et de fondre jusqu'à un certain point, les communistes avec la masse la plus large; de réaliser par les syndicats une liaison réelle entre les éléments de l'avant-garde et la masse moins avancée; de mettre fin par conséquent à toute sous-estimation du travail effectif dans les organisations syndicales, FUSSENT-ELLES REACTIONNAIRES (souligné dans le texte), et d'obtenir que chaque communiste devienne un militant syndical actif. Et ce qui est vrai des syndicats ouvriers vaut également pour toutes les organisations professionnelles de la paysannerie, des intellectuels, des artisans, des commerçants, etc."

En conclusion, COGNIOT résume ainsi les idées sur lesquelles propagandistes communistes doivent insister en fonction des besoins de l'actualité:

"Lutte contre les mensonges de la fatalité de la guerre; lutte contre toute sous-estimation, dans la pratique, du caractère national de la politique communiste; lutte contre la falsification des valeurs de liberté; lutte contre le sectarisme et le mépris du travail de masse".

(C) LES ELECTIONS CANTONALES

19. FRANCE NOUVELLE, pour faire suite à ses fiches de propagande, qu'elle publiait durant la dernière campagne électorale, commence, dans son numéro du 22 septembre, la publication de QUESTIONS ET REPONSES

"afin de réfuter, de manière simple, les mensonges de nos adversaires, les objections de ceux qui sont encore trompés par la propagande des impérialistes, afin de convaincre des milliers et des milliers de Français et de Françaises qui se joindront ainsi à notre grand combat pour le Pain, la Liberté et la Paix.

/Cette

Cette publication est accompagnée de l'appel suivant de Jacques DUCLOS:

"Cette initiative va forger de nouvelles armes de conviction qui permettront à notre Parti de mener à bien la tâche décisive de rassemblement de toutes les forces nationales.

La vaste campagne d'éclaircissement que nous devons entreprendre sans délai en vue des élections cantonales sera nourrie, en particulier, par l'enquête à laquelle nous convions ici tous les membres du Parti.

Aucune question ne doit rester sans réponse. Et chaque réponse des communistes doit amener de nouveaux combattants à la cause de l'Indépendance française et de la Paix.

En même temps, FRANCE NOUVELLE convie tous ses lecteurs à participer à l'enquête qui consiste en questions suivantes:

- "Quels sont les "arguments" qu'on vous oppose?
- Quelles questions vous pose-t-on?
- Comment avez-vous répondu?
- Quelles sont les questions qui vous procurent, pour répondre, le plus de difficulté, faute d'informations?
- Quelles sont les réponses qui ont le mieux convaincu ceux avec qui vous avez discuté?

Les premières questions auxquelles répond FRANCE NOUVELLE sont les suivantes:

- (1) Que devient la propriété paysanne dans le Kolkhoz?
- (2) Que deviennent les petits commerçants et artisans dans les démocraties populaires?
- (3) Peut-on faire grève en Union Soviétique?

/CONTRADICTIONS

(D) CONTRADICTIONS DANS LE CAMP OCCIDENTAL

20. Le P.C.E. ne laisse passer aucune occasion de souligner les discordes occidentales. A ce sujet, Jacques BAUMIER écrit (Parallèle 50 du 16-8-51)

"C'est en particulier dans la bataille pour les matières premières que se sont révélées avec le plus d'éclat ses contradictions irréductibles. :

"Sans vouloir trouver la main de Wall Street dans tous les pays qui recèlent du pétrole, on est bien obligé d'ajouter foi aux informations des cercles les mieux informés qui ne cachent pas qu'à l'origine du conflit de l'Anglo-Iranian Oil Company il y eut une démarche discrète de certains intérêts pétroliers d'outre-Atlantique, suggérant à mots couverts une substitution de compagnies américaines au gigantesque monopole britannique qui contrôle les vastes raffineries d'Abadan; il n'est pas douteux non plus que le mouvement populaire qui a abouti au vote de la nationalisation par le parlement de Téhéran a dépassé les vœux de ces groupes américains qui se sont aperçu qu'ils avaient fait fausse route en tentant d'évincer brutalement leurs amis britanniques.

Ils ont alors effectué une nouvelle opération tactique visant à faire d'une pierre deux coups: c'est-à-dire: (1) éviter la nationalisation effective et spectaculaire des pétroles iraniens qui pourrait avoir de dangereuses répercussions pour leurs propres intérêts dans les autres pays du Moyen-Orient; (2) intervenir ouvertement dans le conflit anglo-iranien, sous le couvert d'une médiation, afin de s'introduire dans la place et de faire payer aux Anglais cette limitation des dégâts par une participation en bonne et due forme dans les futures sociétés pétrolières iraniennes.

BAUMIER conclut ainsi ses commentaires sur les discordes occidentales:

"En fait, sous le couvert d'une coopération de façade, les Américaines ne perdent pas une occasion de susciter des difficultés à leurs excellents alliés du vieux continent. Après quoi, ils exploitent politiquement, économiquement et militairement ces difficultés pour tirer les marrons du feu.

"Mais cette politique, qui cherche à se cacher sous des masques divers, éclate à chaque fois au grand jour. Les peuples qui en font les frais, prennent une conscience de plus en plus nette du préjudice qu'elle leur cause, et ils manifestent avec une vigueur sans précédent leur volonté d'en finir avec ces marchandages qui leur coûtent cher.

"Quoi qu'il en soit, l'économie de guerre est assurément une prime supplémentaire accordée aux dirigeants américains dans leurs exigences vis-à-vis des pays atlantiques. Car c'est toujours la nécessité de la stratégie totale qu'ils invoquent pour justifier des opérations qui consistent purement et simplement à dépouiller leurs partenaires.

"Ainsi voit-on s'élargir le vaste mouvement qui réclame un retour à une coopération internationale véritable permettant à chacun de défendre ses propres intérêts, sur le plan économique y compris."

21. En commentant le départ pour le Canada de Monseigneur Giovanni Battiste MONTINI qui, sans avoir encore le titre de Secrétaire d'Etat du Vatican, en dirige la diplomatie, Pierre DESVIGNES déclare (Action, 7-11.9.51) que les vues du président TRUMAN et celles du Saint-Siège ne sont plus dans la même concordance qu'auparavant:

"Depuis le mois de décembre dernier, le mot "paix" est venu fréquemment sur les lèvres du chef de l'Eglise. Il a été le thème de la bénédiction de Pâques et, à la fin de mars, Mgr MONTINI prenait deux décisions:

"(1) les nonces, dans toutes les républiques de l'Amérique du Sud, recevraient l'instruction d'encourager les gouvernements auprès desquels ils représentaient le Saint-Siège, à freiner la politique américaine de l'hostilité à l'égard de la Chine.

"(2) Le Saint-Siège répondait publiquement, avec courtoisie, à une lettre que lui adressait M. le professeur JOLIOT-CURIE, en sa qualité du président du Conseil Mondial de la Paix.

"Peu après, au début de juin, le célèbre prédicateur anti-rouge des U.S.A., Mgr Fulton SHEEN, arrivé à Rome, en décembre, pour diriger l'Association pour la propagation de la foi, était réexpédié outre-Atlantique, afin d'assister le cardinal SPELLMAN dans l'administration de son important diocèse.

"A tort ou à raison, le Saint-Siège a la conviction que les Etats-Unis sont maintenant prêts à tenter l'épreuve de force définitive, le "show down" (comme disent les rapports d'Amérique au Vatican). Et cela dès que leurs alliés auront cédé à tous leurs désirs.

Mgr MONTINI est donc parti pour l'Amérique. Sa présence donnera-t-elle aux ministres européens le courage de ne faire aux Etats-Unis que les seules concessions qui ne risquent pas de provoquer inéluctablement une guerre mondiale?

"Gardons-nous de toute conclusion hasardeuse, et attendons son retour avant de faire le point; en espérant toutefois qu'il ne lui faudra pas laisser sa place à un Mgr TARDINI (qui avait congu, avec le cardinal TISSERAND, il y a quelques années, le plan de parachutage de prêtres pour soulever les églises d'Europe orientale et leurs fidèles contre leurs gouvernements). Car ce serait mauvais signe."

La rédaction de l'ACTION accompagne cet article de la remarque suivante sur son auteur:

"Le pseudonyme de Pierre DESVIGNES cache un des observateurs les plus avertis de la politique internationale. Nous aurions aimé qu'il signât de son nom. Les fonctions qu'il occupe le lui interdisent et le contraignent à un anonymat que nous déplorons autant que lui-même."

22. La revue DÉFENSE DE LA PAIX, dirigée par Pierre COT, publie (numéro de septembre) l'article de Harold DAVIES, député à la Chambre des Communes, intitulé "La Grande-Bretagne et le Traité japonais". Après avoir analysé les principaux points de ce traité, DAVIES déclare:

"Il y a dans tout ceci du cynisme et de la myopie. La morale des nations s'effrite, et 'l'homme ordinaire' qui s'est battu dans la dernière guerre doit tenir bon s'il ne veut tomber de toute la hauteur de sa croyance en l'humanité. Mais la foi de l'homme dans le progrès ne sera pas toujours frustrée. Ce traité, utilisé comme un coin entre la vérité et l'opportunisme en Asie, est une tentative pour faire du Japon une forteresse contre le communisme. Pourtant, les meilleurs esprits en Amérique conviennent que la victoire en Asie sera gagnée dans les champs de riz et non sur les champs de bataille. Les Etats-Unis, au 18-e et au 19-e siècle, étaient le havre des pauvres gens et des opprimés. Est-ce trop d'espérer qu'ils utilisent de nouveau leur génie et leurs énergies dans la solution du problème asiatique? Et les démocrates élèveront-elles enfin leur politique au niveau de leurs principes?"

E. LA CAMPAGNE ANTI-AMÉRICAINNE.

23. La campagne anti-américaine, menée depuis longtemps par le P.C.F., a connu récemment un succès inattendu. M. L. GINGEMBRE, président de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (qui représente 800,000 entreprises, 60% de la production, 95% de la distribution) a rejeté l'invitation américaine d'envoyer une mission d'étude aux Etats-Unis. Dans une lettre adressée, le 12 septembre, à M. John M. CARMODY, directeur de la Section Productivité de l'E.C.A., il explique les motifs de ce refus. Il déclare, entre autres:

"Vous donnez l'impression de croire que la France est un pays de mendiants, que nous vous sommes attachés par quelques subsides qui vous donnent le droit de parler en maîtres. Peut-être, en effet, avez-vous cette faculté pour un certain nombre dont vous avez aujourd'hui la possibilité de contrôler les activités et que nous plaignons si vous les traitez comme vous venez de le faire pour nous".

"Peut-être vous ont-ils précédemment déçu parce qu'ils ont mal utilisé les fonds que vous leur aviez confiés, mais nous connaissons trop de gens sans scrupule qui trouvent immédiatement audience auprès de vos services, d'une façon qui nous a toujours paru inexplicable, pour ne pas comprendre que vous pouvez être méfiants. Mais à qui la faute? sinon à vos services?"

M. GINGEMBRE souligne que ces reproches ne visent pas personnellement M. CARMODY:

"Ce n'est pas d'ailleurs à l'homme que vous êtes que je me adresse, mais à l'ensemble que vous représentez, pour lequel, nous autres Français, nous avons infiniment d'amitié, bien que quelquefois nous soyons peiné du fossé que se creuze entre les mentalités de nos deux peuples.

Trop de gens s'imaginent que la France a tout à apprendre des Etats-Unis ou tout à attendre des Etats-Unis."

Et il continue/

Et il continue:

"Quant aux campagnes de certaine presse de chez vous qui traitent les chefs d'entreprise sans ménagement, on peut se demander si elles n'ont pas été soigneusement orchestrées pour cacher votre propre responsabilité, à vous Américains, que prônez la productivité, mais qui, dans le même temps, fermez vos propres frontières. Vous poussez ainsi, par la concurrence que cela crée sur des marchés trop étroits, à pratiquer une politique incompatible avec les taux de salaires élevés que vous payez vous-mêmes à l'abri de votre protection. Vous vous gardez d'ailleurs de faire allusion aux charges de Sécurité sociale ou autres, très inférieures chez vous, et qui sont pour nous totalement improductives et en constante progression."

On conclut, M. GINGEMBRE déclare:

"Ainsi, cher Monsieur CARMODY, nous abstenons-nous d'aller aux Etats-Unis, ou certains d'entre nous le feront-ils par leurs propres moyens, mais librement, pour avoir tout simplement la possibilité de vous donner cette leçon, de garder un libre droit d'appréciation et de faire connaître aux services américains le danger qu'il y a d'employer des gens comme vous, aussi mal au courant de la mentalité française."

L'organe des Combattants de la Paix, dirigé par Yves FARGE, en publiant le texte intégral de la lettre de M. GINGEMBRE (ACTION du 21/27.9.51), l'accompagne du commentaire suivant:

"M. GINGEMBRE négocia à l'Ambassade Américaine l'envoi d'une mission des P.M.E. aux Etats-Unis, sur le modèle de toutes celles que l'E.C.A. avait invitées. Dans son esprit, il ne pouvait s'agir d'une mission réelle de 'productivité', mais plutôt de liaison avec le 'small business' américain. Menacées de toutes parts en France, les petites et moyennes entreprises auraient aimé savoir quel était le sort de leurs collègues aux Etats-Unis; elles désiraient également nouer des relations d'affaires, peut-être arranger des circuits commerciaux."

Les pourparlers ont traîné. Finalement, le 4 septembre, l'éminent M. CARMODY faisait savoir à la Confédération qu'il doutait de l'utilité d'une telle mission 'quant à la politique poursuivie actuellement par l'E.C.A. concernant l'augmentation des salaires et la baisse des prix'. Et le directeur du programme de productivité ajoutait que son gouvernement ne paierait pas les frais d'un voyage qui risquait d'être simplement touristique."

"C'en était trop. Le bouillant M. GINGEMBRE s'était compromis longtemps avec la politique gouvernementale, avec le grand patronat, avec la réaction sociale la plus conséquente ou la plus aveugle, avec tous ceux qui ouvrent aujourd'hui les portes de leurs usines au 'personnel industriel' de l'E.C.A. et celles de leurs ministères aux contrôleurs militaires américains; mais il arrive un jour où le plus calme des Français moyens oublie son amour de l'ordre. Non seulement on l'étouffe, mais on l'injurie! Et M. GINGEMBRE a répondu dans les termes que l'on sait à 'l'ensemble que vous représentez', plutôt qu'à M. CARMODY lui-même".

En même temps ACTION annonce la démission de M. CARMODY et ajoute qu'il a succombé au scandale GINGEMBRE.

24. Raymond AGASSE, membre suppléant du Comité Central du P.C.F., étudie (Cahiers du Communisme, août) la question des bases militaires, aériennes et navales des Etats-Unis à travers le monde et affirme que ces bases constituent une menace pour la paix du monde:

"La politique visant à installer les forces armées américaines dans le monde entier et à transformer les pays capitalistes en bases d'agression contre l'Union Soviétique, fait courir de graves dangers à la paix et à l'indépendance des peuples".

AGASSE déclare que la France est la position clef du système de cette agression en Europe et énumère les aspects principaux de l'utilisation du territoire français par l'armée américaine:

- utilisation d'un certain nombre de ports comme bases de débarquement de matériel et de troupes américaines;
- création et aménagement de bases et de dépôts pour les troupes américaines et pour le matériel de guerre;
- développement accéléré d'un vaste réseau d'aérodromes militaires;
- utilisation de la France comme base de transit;
- mise sous tutelle américaine des services militaires et administratifs français; développement d'un vaste réseau de mouchardage et d'espionnage; installation officielle en France du F.B.I.

AGASSE tire de cette étude la conclusion que la lutte politique contre l'occupation américaine en France est une contribution importante à la cause de la paix:

"L'appel lancé par le Bureau Politique du P.C.F. le 27 juillet dernier, invitant le peuple de France à tout mettre en oeuvre pour créer les conditions d'un gouvernement qui sera un véritable gouvernement de la France, un gouvernement de progrès social, de liberté et de paix", répond au vœu des millions de Français attachés à la paix et à l'indépendance nationale".

"C'est pourquoi, selon la recommandation de J. DANOV, rappelée par Auguste LECOEUR devant le Comité Central réuni à Montreuil, les communistes prennent 'en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leur propre pays".

"Ils impulseront vigoureusement la lutte pour le retrait des forces américaines de France, la libération de notre pays des chaînes qui l'asservissent aux Etats-Unis et pour la constitution d'un gouvernement véritablement français.

Ils mèneront cette lutte avec le souci de mettre à nu les plans de guerre et d'asservissement des Etats-Unis de démasquer la trahison de gouvernements indignes et de développer l'action politique de masse contre l'aménagement de bases militaires et la présence de troupes américaines en France!"

F. LE MOUVEMENT POUR LA PAIX

25. Il y a des indices que le mouvement pour la paix gagne du terrain, surtout parmi les intellectuels. Il est significatif a cet egard que le poete VERCORS (de son vrai nom Jean BRULIER) qui, depuis 1950, s'est plus ou moins éloigné des communistes, publie récemment dans la revue DEFENSE DE LA PAIX, dirigée par Pierre COT, un article sous le titre "Une paix véritable" (Defense de la Paix du mois d'août) dans lequel il déclare:

"Je suis 'Combattant de la Paix' parce que je crois sincère la volonté que ce mouvement exprime, non de retarder tactiquement la guerre pour permettre sous le couvert de la colombe, de la mieux préparer, mais à instaurer dans le monde déchiré la coexistence pacifique de l'Est et de l'Ouest.

"Des lors la question se pose: sur quoi l'instaurera-t-on? Si ce devait être seulement sur de branlants compromis, politiques, économiques et militaires, je ne donnerais pas cher du résultat. Ces compromis sont nécessaires au départ. Mais ils n'ont jamais eu pour les peuples, en fin de compte, qu'un seul destin: celui de reculer pour mieux sauter. Une coexistence pacifique n'a quelque chance de s'instaurer durablement que si l'on parvient à éteindre d'abord sa première ennemie: la méfiance réciproque.

"Cela ne peut se faire à la longue que d'une manière: par le dialogue. J'entends ce mot dans son sens plein: celui de rechercher de bonne volonté si, dans l'opposition des idéologies, il n'existe pas un terrain d'entente."

VERCORS croit que ce terrain existe, mais constate qu'il est parsemé de confusions passionnées, et qu'il faut lutter contre ces confusions:

"Et l'on ne luttera contre celles-ci que par le dialogue. C'est pourquoi je pense que, parallèlement à la tâche difficile des politiques, une tâche grandiose s'ouvre aussi pour les intellectuels de toutes les parties du monde: celle seulement de se parler. Je ne me fais pas d'illusions sur les obstacles sans nombre qui s'élèveront contre de tels contacts - dont les plus graves sans doute seront en eux-mêmes. C'est pourquoi peut-être encore le plus urgent pour chacun d'eux est-il de tenter de découvrir avec honnêteté et certitude quelle notion de l'Homme il peut accepter en commun avec l'adversaire (souligne dans le texte). Les marxistes en ont une. Les Chrétiens une autre. Les Libéraux une autre encore. Elles semblent inconciliables. Pourtant la Résistance a montré qu'ils ont su, à l'heure du plus grand danger, reconnaître un ennemi commun: C'est la preuve qu'il existe une notion commune. Il est par conséquent possible de la dégager. C'est pour moi chose faite. Mon vœu le plus ardent est qu'elle devienne aussi claire pour autrui qu'elle l'est pour moi-même: car ce n'est que sur la base d'une telle notion qu'un dialogue sincère peut s'ouvrir avec quelque perspective d'efficacité, d'aboutissement c'est-à-dire d'espérance."

26. Le cinéma est regardé par les communistes comme une arme importante dans leur campagne pour la paix et ils font des efforts pour le noyauter. LE PEUPLE, organe de la C.G.T., publie, dans son numéro du 2 au 8 août, le message de la Fédération nationale du spectacle (C.G.T.) contenant un appel au Congrès de la Fédération autonome de l'enseignement à constituer des Comités de défense du cinéma français pour imposer le respect de la liberté d'opinion et d'expression par le film, à créer des Cine-clubs permettant de choisir et d'organiser des programmes véritablement éducatifs; le message est signé de Pierre RENOIR (acteur, président d'honneur de la Fédération nationale du spectacle), Charles CHEZEAU (secrétaire de la Fédération nationale du spectacle), Claude AUTANT-LARA (auteur-réalisateur de films, président du syndicat des techniciens), Louis DAQUIN (réalisateur de films, secrétaire général du syndicat des techniciens), Jean COCTEAU (auteur-réalisateur de films, président du syndicat national des auteurs et compositeurs de musique), Jean Paul LE CHANOIS (auteur réalisateur de films)

G. TRAVAIL au SEIN DE L'ARMÉE

27. Le travail au sein de l'armée française continue. Ainsi, l'Union de la Jeunesse Republicaine de France (U.J.R.F.) renforce son activité parmi les conscrits. Son organe (l'Avant-Garde du 5 au 11 septembre) lance cet appel aux militants:

/"Soyons parmi les meilleurs....."

"Soyons parmi les meilleurs pour rassembler, avec tous les jeunes, les conscrits dans leur amicale. Préparons ensuite, par des Congrès départementaux de ces amicales, le premier Congrès national des Jeunes Classes en novembre prochain."

H. L'UNITE D'ACTION

28. Dans ses efforts en vue de réaliser l'unité d'action le PCF, marque de points. En commentant la récente séance de la Commission supérieure des conventions collectives, Henri RAYNAUD, secrétaire de la C.G.T., écrit (la Vie Ouvrière, 5-11.9.51.):

"Samedi 1er Septembre, les travailleurs ont appris une bonne nouvelle. A la Commission supérieure des conventions collectives, les quatre centrales syndicales: C.G.T., C.F.T.C., F.O. et C.G.C. se sont mises d'accord et se sont prononcées pour le minimum vital de 23.600 francs présenté par les délégués de la C.G.T.

L'accord fut réalisé à la suite d'une suspension de séance, au cours d'une réunion commune des délégations syndicales.

Annoncé en séance plénière, cet accord suscita l'étonnement effrayé des représentants patronaux et l'enthousiasme et la joie chez les délégations du ministère, apprirent aussitôt la bonne nouvelle et se hâtèrent d'aller la porter à leurs camarades."

Henri RAYNAUD déclare:

C'est, dans cette nouvelle phase de la bataille ouvrière pour la revalorisation des salaires, un premier et important succès de l'unité d'action des travailleurs dans les entreprises.

En conclusion de son article, Henri RAYNAUD écrit:

"Jamais, depuis 1936, la volonté d'union de la classe ouvrière ne s'était exprimée avec tant de force, c'est une véritable marée d'équinoxe qui commence à déferler, ouvrant non seulement des perspectives de grandes victoires ouvrières dans la bataille des salaires, mais encore, par l'unité d'action victorieusement réalisée, des perspectives d'unité syndicale avec tout ce que cela représente comme facteur de succès à venir dans la lutte pour la paix et la liberté."

29. De son côté, Benoit FRACHON, secrétaire général de la C.G.T., écrit (Humanité du 4.9.51.):

"Voilà pourquoi, en ces premiers jours de septembre, l'on s'aborde dans les entreprises, les magasins, les administrations avec un esprit nouveau, plus fraternel, une confiance plus grande.

Ceux qui ont vécu la période de l'unité syndicale, réalisée après bien des efforts dès la fin de 1935, se souviennent de cet immense enthousiasme qui secoua la classe ouvrière tout entière au lendemain des décisions communes du Congrès de la C.G.T.U., à Issy-les-Moulineaux et de la C.G.T. à la Mutualité

Alors, comme aujourd'hui, ces décisions étaient le couronnement d'une action unitaire des masses à il n'était au pouvoir de personne d'arrêter.

Ces décisions étaient le prélude à une action grandiose qui, en juin 1936, faisait capituler un patronat arrogant et si sûr de soi qu'il tenait les syndicats pour quantité négligeable. De son côté, le gouvernement devait en toute hâte voter les lois sociales que l'insolent Comité des Forges devait s'engager à appliquer immédiatement".

30. Le 10 septembre, le Bureau confédéral de la C.G.T. a remis aux organisations: C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.G.C. Fédération Autonome de l'Enseignement, la lettre contenant l'invitation à l'unité totale d'action. On y lit:

"Malgré nos divergences sur certains problèmes, nous pensons que nous pouvons et nous devons nous entendre pour défendre les revendications économiques et sociales, formulées par toutes nos organisations, et qui sont celles de tous les salariés.

C'est pourquoi le Bureau de la C.G.T. vous propose une réunion commune des cinq principales organisations ouvrières nationales suivantes:

"C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.G.C., Fédération Autonome de l'Enseignement, en vue de mettre au point nos revendications communes et les méthodes communes d'action propres à les faire aboutir.

A titre d'information, nous vous indiquons que la C.G.T., se référant à la position récente de l'ensemble des organisations, serait favorable aux objectifs suivants:

/"Salaire minimum garanti....

- "Salaires minimum garanti, a 23.600 francs pour la semaine legale de 40 heures, avec reference aux prix du 15 aout 1951;

Repercussion de cette hausse du salaire minimum sur l'ensemble des salaires, traitements, pensions et retraites, les formes et les conditions de ces repercussions etant determinees par les organisations interessees, notamment les Federations et leurs organismes regionaux et locaux;

Echelle mobile pour tous les salaires, traitements, pensions et retraites; Action contre la hausse des prix.

En ce qui concerne l'abattements de zones, l'ensemble des organisations de la C.G.T. reclame leur suppression.

Nous savons qu'entre nous existent a ce sujet encore quelques divergences qu'il serait, nous semble-t-il, très aise de surmonter aux cours de conversations communes.

En ce qui a trait aux methodes a employer en vue de faire aboutir ces revendications il nous apparait que, malgre les decisions gouvernementales, nous pourrions utiliser la loi du 11 fevrier 1950 sur la liberation des salaires.

Nous pourrions apres nous etre mis d'accord sur un programme commun, demander au Conseil national du Patronat francais l'ouverture de discussions directes en vue d'un accord fixant un salaire minimum, garanti par voie contractuelle, de 23.600 francs et instaurant l'echelle mobile pour l'ensemble des salaires de l'industrie et du commerce.

Pour les salaries de l'etat, nous pourrions recommander a nos organisations respectives de se mettre d'accord sur des revendications communes et nous engager a les soutenir devant leur patron: l'Etat.

31. En reponse a cette lettre la C.F.T.C. se propose "de demander aux principales organisations ouvrieres d'engager des conversations au plan national pour aboutir, si possible, a l'elaboration d'un programme commun a presenter aux groupements patronaux du commerce, de l'industrie et de l'agriculture."

Quant a la Federation autonome de l'Enseignement, sa Commission administrative "considerant qu'il importe que des revendications identiques soient presentes et defendues conjointement par les organisations syndicales ouvrieres, estime que ces organisations devraient s'efforcer, dans un souci d'efficacite d'etablir en commun un programme revendicatif minimum, de conjuguer leur action tout en conservant leur personnalite, leur liberte de decision,

leurs revendications particulieres, les moyens de pression qui leur sont propres.

La reaction de la C.G.T. a la reponse de la C.F.T.C., a été publie le 19 septembre:

En prenant acte avec satisfaction de la reponse du Bureau confederal de la C.F.T.C., le Bureau de la C.G.T. decide d'inviter les dirigeants de cette Centrale a engager immediatement des conversations communes en vue d'aboutir a l'elaboration d'un programme et pour examiner les methodes propres a faire avancer le probleme de l'unification des forces ouvrieres."

Force Ouvriere a repondu negativement. Benoit FRACHON, en parlant, de cette reponse negative devant les metallos de la Seine, a declare:

"Cela ne nous surprend pas. Ils resistent comme les Jouhaux, les Belin, le Dumoulin ont resiste en 1936. Nous avons la certitude que nous les ferons capituler, comme nous l'avons fait en 1938. Mais cela depend de nous. Il faut gagner a notre conception les travailleurs F.O. Il faut realiser dans les entreprises le maximum d'unite et pas seulement pour les comites d'unite d'action, mais aussi pour les syndicats uniques."

32. A tous ces evenements ce meme Benoit FRACHON a consacre une serie d'articles dans l'Humanite (numeros des 15, 18, 19, 22 et 25 septembre). Dans le premier article intitule: "La marche vers l'unite - debayons la route" FRACHON affirme que les dirigeants de Force ouvriere se sont trompes s'ils ont cru mettre un point final aux propositions cogotistes de reunions communes. Il annonce que la direction de la C.G.T. a eu un entretien cordial avec les dirigeants de la Federation autonome de

/l'Education nationale,...

l'Education nationale, LAVE GNE et AIGUEPERSE, qui pensent ~~eux~~ aussi qu'il est souhaitable de realiser l'union. FRACHON termine cet article en declarant:

"Je ne sais quelles sont les raisons de refus qu'invoque le communique F.O., je sais, par contre, toutes les raisons que trouvent les salaries d'etre pour.

Mais que tout cela ne vous trouble pas, camarades, qui voulez l'unitie.

Il depend de vous qu'elle se realise. Il depend des syndiques F.O. que les demarches solennelles chez Plevon fassent place a la bonne et franche unite d'action entre travailleurs, y compris entre les centrales syndicales.

La C.G.T. maintient et maintiendra les propositions qu'elle a faites. Nous verrons bien qui aura raison."

Le second article, publie apres la reunion du Bureau de la C.F.T.C. a pour titre "Asseyons-nous a la meme table et causons". FRACHON constate:

"Les decisions du Bureau Confederal de la C.F.T.C., peuvent aider au succes dans la lutte pour l'augmentation des salaires, traitements, pensions et retraites et pour l'echelle mobile.

De meme, sa reponse aux propositions d'une action commune des centrales syndicales ouvrieres faites par la C.G.T. doit nous conduire a nous asseoir a la meme table pour elaborer un programme et des moyens d'action communs."

Après avoir analyse la reponse de la C.F.T.C., FRACHON declare:

"En tout etat de cause, apres la decision du Bureau de la C.F.T.C., il faut passe aux actes. S'asseoir a une meme table, causer et se mettre d'accord.

Il faut le faire tous ensemble, Mais si certains, noprissant la volonte et les interets des travailleurs, s'obstinaient dans leur refus, il faudrait le faire entre tous ceux qui le veulent. Alors, les resistances seront vite bousculees.

Il faut le faire parce que la classe ouvriere le veut avec passion et qu'elle le fera elle-meme, contre tous ceux qui s'y opposeront ou qui feront trainer les choses en longueur.

La C.G.T. ne sera pas de ceux-la."

Le troisieme article de FRACHON est consacre a l'attitude prise par la Confederation Generale des Cadres(C.G.C.). Le secretaire general de la C.G.T. annonce que le 17 septembre le Comite directeur de la C.G.C. a discute de la reponse a faire a la proposition d'unité d'action de la C.G.T.

"Dans une courte resolution, il affirme la possibilite, dans le cadre de ses directives generales, pour ses Federations et syndicats d'engager eventuellement tous pourparlers necessaires a la defense des interets des cadres

Il n'est pas douteux que cette declaration aidera au developpement de l'union des ingenieurs et cadres avec les ouvriers dans les entreprises, les localites, les departements et a l'echelle des industries. La puissance de l'action pour l'augmentation des salaires(ceux des cadres, comme les autres) et pour l'echelle mobile s'en trouvera accrue d'autant.

Le courant est d'ailleurs a cette union et les cas sont nombreux ou des organisations de cadres font cause commune avec les organisations ouvrieres.

FRACHON se demande pourquoi la C.G.C. s'arrete-t-elle en chemin, pourquoi ne pas faire a l'echelle nationale ce qu'on recommande a l'echelle de l'industrie et de l'usine. Il declare qu'il ne fait pas etre trop severe a l'egard de ces hesitations et il invite les dirigeants de la C.G.T. a aider le Comite directeur de la C.G.C. a surmonter ses hesitations.

"Ce Comite directeur, comme tous les ingenieurs et cadres, veut l'augmentation des salaires, le retablissement de la hierarchie et l'echelle mobile.

Nous aussi nous voulons cela. Le Comite directeur affirme que la C.G.C., veut garder son entiere autonomie! Mais vous avez raison, camarades. Ce n'est pas nous, ni nos propositions qui la menacent. Ce sont bien plutot les manoeuvres sornoisées de nos ennemis communs: les capitalistes.

/Vous voulez.....

Vous voulez defendre exclusivement les interets professionnels de vos adherents a l'exclusion de toute activite politique! C'est votre droit et nous ne vous proposons pas de faire autre chose,

Mais nous vous demandons de le faire ensemble pour etre plus forts et plus surs du succes.

Vous avez deja senti que cette unite etait indispensable pour vos Federations et syndicats. Pourquoi pas pour votre organisation centrale?

Alors, il faut venir, vous aussi, a la table commune, causer, s'entendre et vaincre."

Dans le quatrieme article FRACHON invite les militants de la C.G.T. a faire l'unite avec les syndicats independants:

"Faut-il faire l'unite avec les syndicats independants? m'ecrit un camarade:

Bien sur qu'il faut faire l'unite avec eux. La vie de chaque jour repond d'ailleurs par l'affirmative.

Presque partout ou existent des syndicats independants l'unite va jusqu'a eux inclusivement."

Apres avoir examine le concours de circonstances qui a cause l'apparition des syndicats independants, FRACHON constate que les travailleurs commencent a se detourner de ces syndicats et donne aux militants de la C.G.T. les conseils suivants:

"La premiere chose a faire est donc de remedier aux defauts de notre travail.

La deuxieme et la plus importante est de ne pas traiter les travailleurs qui, pour l'une ou l'autre de ces raisons, sont dans les syndicats independants, comme des adversaires, mais comme des freres.

Considerer ces hommes et ces femmes comme des agents du patronat, ou des fascistes, SERAIT NON SEULEMENT UNE MONSTRUEUSE ERREUR, mais ce serait rendre service aux factieux.

Donc, camarades, unite, unite sans reserve, fraternelle avec les syndiques et syndicats independants.

Precisement parce que ce sont eux, il faut montrer plus de patience et de perseverance, plus de sollicitude pour les atteindre, gagner leur coeur et leur raison.

Ce qui n'empêche pas, lorsqu'un agent ouvert, conscient de de Gaulle et du patron fait sa besogne de traître salarié, de le démasquer sans pitié.

Mais pour cela vous devez savoir et vous aurez l'appui des syndiques independants."

Dans son dernier article, enfin, le secretaire general de la C.G.T. invite la C.G.C. a ecouter ceux qui la pressent de s'unir. FRACHON fait le point de la lutte qui se poursuit favorablement pour l'augmentation des salaires:

"Partout l'unite se realise et se consolide. De ce fait les augmentations provisoires imposees vont de 15% a 20% et audessus.

En trois semaines, la classe ouvriere unie a pousse avec quelque vigueur, patrons et gouvernement a marcher dans une voie qu'ils n'avaient pas choisie."

"Les propositions simples, claires de la C.G.T. aux autres centrales pour l'unite d'action ont incontestablement contribue a cette premiere et importante victoire ouvriere."

FRACHON affirme que les travailleurs, dans ces conditions s'etonnent des oppositions, des hesitations, des louvoiements, des lenteurs opposes a la decision de l'unite d'action. En terminant FRACHON lance cet appel aux syndicats chretiens:

"Alors, camarades de la C.F.T.C., vous savez bien que le temps presse. Vous savez bien que tous les travailleurs, y compris vos syndiques, attendent avec impatience que nous nous mettions d'accord.

Laissons a d'autres les discussions sur des pointes d'aiguille qui retardent l'union et qui rejouissent tant les patrons et le gouvernement.

Encore une fois, nous vous disons: "Asseyons-nous a la meme table et causons."

33. Les débats à l'Assemblée Nationale sur les subventions aux écoles libres ont procuré au P.C.F. une bonne occasion pour gagner de nouveaux sympathisants. Ils en ont profité pour lancer une campagne de défense de la laïcité et de l'enseignement public. Raoul CALAS, membre titulaire du Comité Central, ancien instituteur et spécialiste en questions d'enseignement, trace le programme de cette campagne (Cahiers du Communisme). Il déclare que la défense laïque menée par le groupe communiste à l'Assemblée Nationale ne sera efficace que si elle s'étend à l'ensemble du pays et sur tous les fronts:

"L'oeuvre de la défense laïque ne saurait être pleinement réalisée si elle restait l'apanage presque exclusif des organisations composant le Comité permanent de défense laïque (Fédération autonome de l'Enseignement, Syndicat autonome de l'Enseignement, Ligue de l'Enseignement, Fédération nationale des Conseils des parents d'élèves des écoles laïques). Ces groupements ont certes un grand rôle à jouer, dans la mesure surtout où leur activité ne se bornera pas à des déclarations de leurs comités de direction mais appellera l'ensemble de leurs adhérents à une défense systématique et coordonnée de la laïcité, s'appuyant sur toutes les couches de la population intéressée.

Cette oeuvre intéresse toutes les organisations, tous les groupements d'esprit démocratique et laïque. Elle est une partie du combat pour la démocratie et pour la paix parce qu'on ne peut concevoir une école laïque prospère sans liberté et sans paix, sans crédits importants prélevés sur le budget astronomiques des dépenses de guerre et sur les surprofits des grandes sociétés capitalistes.

L'offensive réactionnaire contre l'école laïque ne sera brisée que si les syndicats de l'enseignement laïque, les Cartels départementaux et locaux d'action laïque, les Amicales laïques, les Conseils de parents d'élèves, les syndicats ouvriers, les municipalités d'esprit laïque et toutes les organisations démocratiques parmi lesquelles notre parti tient une place de premier rang, constituent un front commun, s'il luttent à la base, dans les localités et les quartiers des grandes villes, autour de chaque école, de chaque Université avec l'aide de la jeunesse des écoles et des Universités. Cette action systématique et perseverante devra être conduite dans un esprit unitaire (les communistes ne peuvent à eux seuls sauver la laïcité) éloigné de tout sectarisme, et dans le respect absolu de toutes les convictions religieuses honnêtement exprimées."

Raoul CALAS termine son étude en lançant cet appel:

"Le temps qui reste avant la rentrée des classes doit être mis à profit par tous les laïques quelles que soient par ailleurs leurs convictions politiques, philosophiques ou religieuses, qu'ils aient voté "apparente" ou non, pour l'organisation d'un plan d'action, d'un programme de revendications à traduire immédiatement dans la vie. C'est à cette condition seulement que l'action parlementaire de défense laïque sera efficace.

Il est regrettable que la proposition de la C.G.T. concernant la convocation pour septembre d'une nouvelle session des États généraux de la France laïque, n'ait pas été acceptée par le Comité permanent de défense laïque.

Mais il est possible que cette convocation s'avère inéluctable si l'action de défense laïque menée à la base par tous les laïques, classe ouvrière et personnel enseignant laïque fraternellement unis dans ce combat, revêt une suffisante ampleur.

C'est le devoir des communistes agissant dans tous les groupements laïques, au sein de la C.G.T. d'être particulièrement important et urgent pour les instituteurs et les professeurs communistes qui ont devant eux un remarquable champ d'activité. Il s'agit de se montrer les meilleurs dans la défense de l'école laïque, non seulement en paroles, mais en actes.

Gagner la bataille de la défense laïque, c'est apporter une contribution importante à la lutte contre le fascisme et contre la guerre, c'est servir la cause de la démocratie et de la paix."

34. Le travail de masse du parti préoccupe les dirigeants communistes. Victor MICHAUT, directeur des CAHIERS DU COMMUNISME, en parle (Cahiers du Communisme, septembre) et cherche l'inspiration nécessaire dans les oeuvres de Maurice THOREZ. Après avoir cité des enseignements donnés par le Secrétaire général du parti, MICHAUT conclut:

/"L'Unité de la....."

"L'Unité de la classe ouvrière et son alliance avec la paysannerie laborieuse et les couches moyennes des villes, pour toutes les revendications qui leur sont communes, sont donc les éléments inséparables de la mise en œuvre d'une véritable politique nationale du Parti de la classe ouvrière.

Les OEUVRES de Maurice THOREZ permettent de saisir le lien qui va du Front unique au Front populaire et à l'Union de la nation française; elles nous incitent aujourd'hui, pour faire triompher une politique française, à améliorer l'ensemble du travail de masse du Parti, à lutter avec plus de hardiesse pour l'unité d'action des travailleurs et à élargir l'union des masses populaires pour le pain, la liberté et la paix, sous le drapeau de l'indépendance nationale."

I. TRAVAIL AVEC LES SYNDICATS

35. L'importance que les communistes attachent à la question du travail avec les syndicats est illustrée par les directives détaillées contenues dans l'éditorial du numéro du 1-15 juillet 1951 de l'organe de la F.S.M., LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL. C'est le travail des syndicats soviétiques qui est donné en exemple à suivre. La C.G.T. italienne est gratifiée de la constatation qu'elle mène intelligemment le travail d'organisation et d'éducation parmi les masses:

"Les grèves organisées par les syndicats d'Italie se distinguent par un grand degré d'unité, par la cohésion et la détermination des masses. Aussi, dans un grand nombre de cas, les grèves se terminent par une victoire. Le seul fait de l'existence d'une C.G.T. puissante et unie limite sérieusement les appétits des patrons et du Gouvernement docile aux imperialistes américains. Malgré les tentatives sans fin et ininterrompues de diviser la C.G.T. italienne, celle-ci reste une organisation puissante et unie. Cette unité est dans une grande mesure, le résultat d'un important travail d'organisation et d'éducation parmi les masses."

Les syndicats de France reçoivent aussi leur part d'éloges. En parlant des récentes grèves, l'éditorial constate:

"Les travailleurs du métro et des autobus de Paris donnerent au cours de leur grève, à d'autres secteurs de la classe ouvrière française, l'exemple d'une unité parfaite.

Le travail aux aspects multiples parmi les masses a porté ses fruits. Les ouvriers des différentes tendances ont entrepris une action cohérente dans un front unique et, malgré tous les efforts du Gouvernement et des scissionnistes pour briser les grèves, ils ont forcé le Gouvernement et le patronat à céder. La lutte s'est terminée par la victoire des travailleurs."

Enfin les syndicats de Chine sont cités pour avoir mené un travail "gigantesque" d'organisation et d'éducation parmi les masses.

Tout en donnant ces bons exemples, l'éditorial admet qu'on trouve aussi des organisations syndicales et des dirigeants syndicaux qui ne comprennent pas encore, qui sous-estiment encore l'importance du travail de syndicats avec les masses. Si l'avant-garde veut être une véritable avant-garde et ses dirigeants de vrais guides de masses, ils doivent au moins chercher à tenir compte des points suivants:

1) Représenter les intérêts fondamentaux des masses les plus larges du peuple et ne pas se laisser entraîner à défendre seulement les intérêts de certains groupes et couches des travailleurs. En premier lieu, les dirigeants de syndicats ne doivent pas oublier la lutte pour la paix, car tous les travailleurs sont d'une manière vitale intéressés à la paix. Plus encore, la satisfaction des revendications concrètes des travailleurs dépend du maintien de la paix.

2) Les dirigeants risquent de s'isoler des masses si, dans leur travail, ils se fondent seulement sur la partie la plus consciente des travailleurs. Il ne faut pas laisser de côté les couches retardataires des travailleurs.

3) Il est insuffisant de proclamer des principes justes, de déterminer une perspective générale exacte. Le chemin vers le but n'est pas toujours simple et direct. Il passe par des étapes différentes, comportant des offensives, des tournants, des zigzags, parfois des reculs.

/4) L'avant-garde.....

- 4) L'avant garde s'isole des masses, si elle n'apprend pas a connaitre et a corriger ses propres fautes, si elle ne sait pas developper une critique et une auto-critique honnetes et directes.
- 5) Dans la direction des masses, il est aussi dangereux de sauter une etape que n'est pas encore venue a maturite, les masses n'ayant pas encore atteint le niveau de conscience necessaire pour la comprehension de cette etape, que de rester a l'arriere et de repeter inlassablement les vieux mots d'ordre quand les masses sont deja parties de l'avant.
- 6) On peut enfin se trouver isole des masses, meme en ayant une ligne et des mots d'ordre justes, si les masses ne sont pas convaincues par leur propre experience de la justesse des mots d'ordre, des formes et des methodes d'organisation.

36. La TRIBUNE DES MINEURS, organe de la Federation regionale des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, a publie l'article de son president, Auguste LECOEUR, secretaire du P.C.F., reproduit par l'Humanite (du 23.8.51.). Cet article est consacre au probleme d'amelioration de la qualite du travail syndical des communistes. LECOEUR rappelle que

"Les mineurs et similaires doivent a la glorieuse tradition de leur organisation syndicale de ne jamais separer les problemes economiques des problemes politiques."

LECOEUR constate ensuite:

"Ce n'est pas la combativite d'ensemble de notre organisation syndicale, de ses militants qui est en cause.

Au contraire, devant cette combativite chacun leve son chapeau.

C'est de la qualite de notre travail qu'il s'agit.

C'est la qualite de notre travail syndical qui actuellement laisse a desirer."

D'apres LECOEUR, la solution pour ameliorer la qualite du travail syndical des mineurs communistes est de tenir compte de la necessite de defendre chaque jour les mille et une revendications qui sont celles des ouvriers et de leurs familles:

"Un gros effort doit etre entrepris dans cette direction. En dehors de cela il n'y aura aucune amelioration possible de la qualite de notre travail syndical.

C'est sur cette base seulement qu'il sera possible de discuter avec les ouvriers, qu'ils nous comprendront mieux surtout si nous savons retenir ce qu'ils disent et defendre ce qu'ils demandent.

C'est ainsi seulement que vivra la section syndicale en respectant comme la chose la plus sacree les regles democratiques de son fonctionnement et d'elections des militants."

PART V - COLONIAL ISSUES

A. FRONT ALGERIEN

37. Le numero du 15 septembre de L'ALGERIEN EN FRANCE, mensuel edite par le P.C.F., est consacre a la constitution du Front Algerien. En saluant le Front Algerien, Leon FELIX, membre titulaire du Comite Central et responsable de la Section centrale des Pays d'Outre-Mer, y declare:

"Quant a nous, communistes, nous devons entrainer des millions et des millions de Francais en vue de soutenir efficacement les actions qu'entreprendra le Front Algerien. C'est la une lourde responsabilite que nous avons a assurer a la tete de notre proletariat et de notre peuple.

Soyez assures, freres algeriens, que nous ferons tout pour l'assurer avec honneur, suivant en cela les enseignements repetes du meilleur d'entre nous, Maurice THOREZ, secretaire general du P.C.F."

Dans le meme numero on trouve le texte de la declaration commune des partiz qui ont constitue le Front. On y lit que le FRONT ALGERIEN POUR LA DEFENSE ET LE RESPECT DE LA LIBERTE s'est constitue en vue de mener l'action:

/(1) Pour l'annulation.....

- 1) Pour l'annulation des pretendues elections legislatives du 17 juin 1951 qui ont abouti, en relite, a faire designer, par l'Administration des hommes a qui le peuple algerien n'a donne aucun mandat et a qui il denie le droit de parler en son nom;
- 2) Pour le respect de la liberte de vote dans le 2eme College;
- 3) Pour le respect des libertes fondamentales: libertes de conscience, d'opinion, de presse et de reunion;
- 4) Contre la repression sous toutes ses formes; Pour la liberation des emprisonnes politiques; Contre les mesures d'exception qui frappent Messali HADJ;
- 5) Pour la fin de l'ingerence administrative dans les affaires du culte musulman.

Cette declaration a ete signe de : Cheikh Larbi TEBESSI et Cheikh KHERRREDINE, pour les Oulemas; Dr, Ahmed FRANCIS et Maitre Kadcour SATOR, pour l'union democratique du manifeste algerien(U.D.M.A.); Ahmed MEZERNA et M Mustapha FERROUKHI, pour le Mouvement pour le triomphe des libertes democratiques(M.T.L.D.); Paul CABALLERO et Ahmed MAHMOUDI, pour le Parti communiste algerien.

La declaration est date d'Alger, le 25 juillet 1951.

Le 5 aout, l'assemblee du Front a ratifie a l'unaninite le programme d'action presente par M. FERROUKHI, au nom du Comite d'Initiative:

- 1) La creation d'un comite directeur compose des representants des mouvements et des personnalites des trois departements; Au sein du comite directeur sera designe un secretariat permanent.
- 2) La creation des comites locaux a travers toute l'Algerie.
- 3) L'ensemble de ces comites organisera des reunions publiques en adressant des resolutions-types a envoyer aux autorites.
- 4) Une campagne de presse pour le Front Algerien sera entreprise et ce immediatement apres la cloture des travaux de cette assemblee.
- 5) Le Secretariat permanent editera et mettra a la disposition des comites des organisations, des militants, des partis et mouvements et des personnalites, une liste de petitions ayant pour but de soutenir les objectifs que se fixe le Front Algerien pour la defense et le respect de la liberte.
- 6) Le Secretariat permanent sera charge d'etablir le plus rapidement possible un memoire sur les objectifs du Front Algerien a adresser aux organismes internationaux.
- 7) Une delegation du Front sera rapidement envoyee en France, cette delegation aura pour mission de:
 - (a) Tenir des conferences de presse.
 - (b) Prendre contact avec les partis politiques, les personnalites les organisations democratiques et les groupes parlementaires.
 - (c) Organiser des reunions publiques."

38. MESSALI HADJ, chef du M.T.L.D.(Mouvement pour le Triomphe des libertes democratiques) a accorde une interview a l'hebdomadaire ACTION, organe des Combattants de la paix,(Action du 3 au 9 aout) durant lequel il a declare que

"l'union entre les quatre partis et mouvements algeriens a pour le moment des objectifs precis: obtenir l'annulation des elections truquees du mois de Juin dernier, et defendre les libertes essentielles. Mais j'espere que cette union hautement symbolique, deviendra chaque jour plus large et mieux cimentee, jusqu'au jour ou le peuple francais, debarasse du colonialisme et du capitalisme de ses gouvernements, pourra etablir des rapports nouveaux avec un peuple algerien qui ne demande qu'a ouvrir ses portes a ceux qui lui apportent quelquechose. Je constate en tout cas que doras et deja les quatre partis et groupements qui ont realise le front comun sont d'accord sur un point essentiel: la revendication de l'indpendance de l'Algerie:"

En reponse a la question si la lutte du mouvement national algerien rencontre la solidarite du monde arabe, MESSALI HADJ a declare:

/"Une solidarite totale.....

"Une solidarite totale. Nous sommes en contact fraternel non seulement avec les mouvements nationaux voisins d'Afrique du Nord (malgré les efforts d'une administration qui ne donne qu'a des gens 'surs' des passeports pour le Maroc et la Tunisie) mais aussi avec les gouvernements et l'opinion publique de tous les pays arabes. Depuis mon entretien de 1946 avec le secretaire de la Ligue arabe Azzam PACHA, j'ai rencontre de nombreuses personnalites religieuses, culturelles et politiques du monde arabe, qui toutes m'ont assure de leur sympathie. Tout recemment le Comite mondial islamique reuni a KARACHI m'a fait l'honneur de designner comme son vice-president..."

En parlant du neutralisme, MESSALI HADJ a dit:

"Je crois que le courant neutraliste, qui se developpe dans les pays arabes, s'explique par les aspirations profondes de tous ces pays vers l'indépendance totale. Ces pays en ont assez d'etre consideres comme des pions sur l'echiquier international."

Cette interview a ete reproduite par l'organe des Republicains progressistes (Liberation du 2.8.51.).

B. RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE AFRICAIN (R.D.A.)

39. La direction du P.C.F. accuse M. HOUPHOUET BOIGNY, president du R.D.A., de se faire ouvertement l'agent de l'administration colonialiste. L'Humanite du 7.9.51. publie des extraits de la lettre signee par Maître DOUZON, au nom des defenseurs des membres du R.D.A. inculpes pour leur action contre l'Etat et adressee a tous les parlementaires et dirigeants R.D.A. presents a Paris a la date du 28 aout 1951. Cette lettre annonce la decision du Comite directeur du Parti democratique de Cote-d'Ivoire dessaisissant les avocats communistes de la defense des detenus. L'Humanite accompagne cette publication du commentaire suivant:

"Cette decision, dont les consequences peuvent etre incalculables pour les accuses, a ete prise a l'instigation de M. HOUPHOUET-BOIGNY. Ainsi ont ete realises les voeux du gouvernement et de l'administration colonialiste qui, jusqu'a maintenant avaient vainement tente de s'opposer par tous les moyens a la venue d'avocate progressiste en Cote-d'Ivoire

L'attitude prise par M. HOUPHOUET-BOIGNY a l'encontre des detenus africains est la suite logique de son attitude et de celle des autres elus R.D.A. au Parlement. Leurs votes recents lors des demandes d'investiture pour la presidence du Conseil prouvent qu'ils ont en fait rallie le camp des colonialistes, des partisans du travail force, de la misere et de la guerre."

40. Deux semaines plus tard c'est Leon FEIX, responsable de la Section centrale des pays d'outre-mer et membre du Comite Central du P.C.F., qui definit l'attitude du parti a l'egard du R.D.A. Il declare qu'il etait facile de prevoir que la politique de collaboration pratiquee par les deputes R.D.A. ne pouvait qu'aller a l'encontre des interets des masses africains. FEIX deplore qu'il est loin le temps ou le president du R.D.A. declarait qu'entre les exploités et les exploités, les reactionnaires et les democratés, le R.D.A. sera corps et ame avec les forces progressistes contre les forces retrogrades. FEIX affirme qu'aujourd'hui c'est tout le contraire:

"Certes, ces messieurs declarent parfois qu'ils ne sont pas, voire qu'ils ne seront jamais anticommunistes. C'est que l'anticommunisme ne paie pas en Afrique, ou les masses savent bien que seul notre Parti a toujours soutenu, sans la moindre defaillance, toutes leurs revendications.

Sans aucun doute, ces masses seront rapidement amonees a comprendre qu'il n'est pas possible de manifester certaine sympathie verbale a l'egard des communistes alors qu'on marche la main dans la main avec les anti-communistes les plus haineux.

Et les Africains jugeront, ceux qui les ont trompes avec d'autant plus de rigueur que leur confiance en eux etait entirer."

/PART VI.....

PART VI - INTERNATIONAL CONTACTS

A. Conference economique internationale

41. Robert CHAMBEIRON, un des dirigeants des Combattants de la Paix, et des Republicains progressistes, en parlant de la rencontre economique de Moscou, declare (defense de la Paix du mois d'Aout) que ce sera un grand evenement riche de possibilites. Elle peut donner aux hommes de grands pays, comme les Etats-Unis, l'Union Sovietique et la Chine, la possibilite de rechercher ensemble les moyens de mettre fin a la crise des echanges dans le monde:

"Mais une telle rencontre ne peut etre assuree de succes qu'a la condition de se derouler dans son cadre exclusif. Il s'agit d'une rencontre economique et la participation a une telle rencontre ne peut signifier, en aucun cas, une adhesion a une conception politique quelconque. Ce serait vouer la conference a l'echec que de demander, a celui qui croit que le regime capitaliste est le meilleur, de devenir socialiste et vice-versa. D'ailleurs, personne, j'imagine n'y songe. Mais, en tant que Partisans de la Paix, nous devons affirmer que la participation a la rencontre economique n'implique pas l'obligation de se declarer en accord avec telles ou telles conceptions.

Le but de la rencontre c'est de permettre a des hommes de discuter et de rechercher, dans un respect mutuel, ce que pourraient etre les bases economiques de la coexistence pacifique des systemes."

CHAMBEIRON conclut son article par cette affirmation:

"Les hommes qui acceptent aujourd'hui de faire de l'idée du Conseil Mondial une realite, en creant un Comite d'Initiative pour la Rencontre Internationale Economique, peuvent avoir l'assurance qu'ils travaillent a la prosperite de tous et a la paix du monde."

42. De son cote, Yves FARGE annonce (Liberation du 3.8.51.) qu'il etait convenu:

- (1) Que cette rencontre devait permettre des prises de contact etendues;
- (2) D'exclure de la conference tout caractere proprement politique;
- (3) De demander aux personnalites de constituer elles-memes un comite d'initiative international, qui serait charge de preparer l'ordre du jour et de fixer la date de la conference."

43. En parlant de la meme conference, Auguste LE CARPENTIER (France Nouvelle 8.9.51.) enumere les consequences pour la France de la rupture des relations Est-Ouest. Ce sont: manque de ble, manque de charbon, manque de pate a papier, la situation serieuse de la soie francaise, penurie de tungstene pour l'industrie mecanique:

"Les consequences du diktat americain sont donc, pour la France, draconiennes, et les preuves dont la, probantes: inflation, deficit grandissant de la balance commerciale, que la Commission economique des Nations Unies fixait tout dernièrement pour l'Europe a 944 millions de dollars pour le premier semestre 1951 contre 315 au dernier semestre 1950 - etranglement economique se traduisant par une hausse continue du cout de la vie, par une diminution de la production, l'abandon de branches entieres de fabrications, developpement du chomage, soumission de plus en plus grande envers les Etats-Unis qui envahissent, pour preparer la guerre, les pays dont les gouvernants se roulent a leurs pieds."

Après avoir affirme la bonne volonte de l'Union Sovietique et des democraties populaires de renouer les relations economiques avec l'Occident LE CARPENTIER constate que cette bonne volonte de l'Est europeen a trouve dernièrement un echo favorable dans certaines spheres occidentales. Il note le grand interet que souleve dans les milieux d'affaires americains et britanniques le recent article, a ce sujet, de la revue sovietique de langue anglaise, NEWS. Il cite les commentaires du WALL STREET JOURNAL, les declarations de Sir Hartley SHAWCROSS, d'Anthony EDEN et du deputé travailliste JONES.

/"Ainsi, bien des voix.....

"Ainsi, bien des voix s'élèvent pour dénoncer la politique dominatrice des U.S.A. et pour souligner l'utilité, la nécessité vitale de liaisons commerciales normales entre tous les pays quel que soit leur système économique; bien des voix sont d'accord maintenant pour envisager une participation active à la conférence économique internationale qui se réunira l'automne prochain, à Moscou.

"Les possédants eux-mêmes retrouveraient la liberté de production et de commerce qu'ils ont perdue", déclarait dimanche dernier Etienne FAJON à la fête de l'Humanité. La classe ouvrière française y retrouverait également un espoir nouveau. Sa réussite sera pour elle une victoire sur le chômage, sur la hausse continue du coût de la vie. Les usines françaises pourraient reprendre leur œuvre pacifique. Nul doute que cette conférence sera une victoire de la discussion sur la méthode du coup de poing sur la table, une victoire des forces de paix sur les fauteurs de guerre."

44. Pierre COT, directeur de la revue DEFENSE DE LA PAIX, consacre l'éditorial de septembre à l'étude des problèmes qui seront discutés à la Conférence. En conclusion de cette étude il déclare:

"Si nous voulons éviter à l'humanité de grands troubles et de grands malheurs, si nous voulons que la coopération remplace la guerre froide, il faut renverser les obstacles qui s'opposent au développement des échanges économiques entre l'Est et l'Ouest.

"Ces obstacles sont surtout politiques, ainsi que le démontrent les travaux de la Commission Economique pour l'Europe. Et les hommes qui vont à Moscou n'auront pas de pouvoir politique. Leur réunion ne rásque-t-elle pas, dans ces conditions, d'être inutile?"

En aucune façon, ces hommes discuteront et travailleront en toute indépendance. Ils ne chercheront pas à favoriser un pays ou un régime particulier. Ils mettront en commun leurs expériences et leurs compétences. Ils montreront, au monde entier, qu'il est d'autres voies que la guerre et sa préparation.

L'objet essentiel de leur rencontre sera de prouver qu'on peut sortir, de la guerre froide - non pour faire la guerre, mais pour bâtir un monde nouveau, où tous les peuples et tous les régimes auront le droit de coexister et de tenter leur chance."

B. RENCONTRE FRANCO-ITALIENNE DES INTELLECTUELS

45. Les 1er et 2 septembre, a eu lieu à l'Opéra de Nice, la première rencontre franco-italienne des intellectuels. Parmi les délégués italiens se trouvaient: Prof. Luigi RUSSO, de l'Académie dei Lincei, professeur de littérature italienne à l'Université de Florence, ancien recteur de l'Ecole Normale Supérieure de Pise; Leonide REPACI, écrivain, président du Prix littéraire Viareggio, membre du Conseil mondial de la Paix; Willy FERRERO, chef d'orchestre, membre du Conseil national de la Paix; Emilio SERENI, membre de l'exécutif mondial de la paix, sénateur, ancien ministre; Mario PENELOPE, peintre, secrétaire du syndicat national des artistes italiens, membre du comité national de la C.G.I.L.; Guido SEBORGÀ, écrivain, l'auteur de "Homme de Camporosso"; Silvio MICHELI, écrivain, prix Viareggio 1947; Dino GAMBETTI, peintre; Carlo LIZZANI, cinéaste et critique; les professeurs d'Université: Claudio MASSENTI, de Rome; Camillo GUERRIER; CROCETTI; Arturo CODIGNOLA; Francesco DELLACORTE, tous trois de Gênes; Gelasio ADAMOLI, l'ancien maire de Gênes, était le responsable de la délégation italienne. (Action du 31 Aout au 6 septembre).

L'Humanité du 3.9.51. mentionne encore parmi les Italiens présents: MM. CAMAROLO et DIOS, anciens maires de Gênes et de Livourne, et du côté français: MM. JOUGLET, Pierre ABRAHAM, V. LEDUC, les docteurs DAISACE, KLOTZ, MANOT, Mmes ROSTAT-MIGNOT, et Blanche MAERASSO, avocats; les professeurs LEFEBVRE, BROUSSE; M. ANTONI, maire de Cannes.

La conférence a été organisée par le Comité Provence-Ligurie et le Mouvement régional des intellectuels pour la défense de la Paix.

/(C) SOCIÉTÉ DES AMIS.....

C. SOCIETE DES AMIS

46. ACTION (du 3 au 9 aout) publie, sous le titre "Sept trembleurs chez Staline" quelques details sur la premiere conference entre la "Societe des Amis" et les Partisans de la Paix. Apres un bref apercu historique ACTION ecrit:

"Il ne faut donc pas s'etonner que de nombreux quakers se soient associes aux efforts en vue d'empêcher la guerre. Mais ils ne pouvaient en rester la. Voila plusieurs mois deja qu'ils ont invite dans un chateau du BERKSHIRE les representants du Conseil mondial de la Paix. Parmi eux se trouvaient le Francais VERCORS et le president du parlement de l'Ukraine, M. KORNEITCHOUK. Il s'agissait de definir les conditions dans lesquelles une delegation de la secte pourrait utilement travailler pour la Paix.

"Ce sont des problemes difficiles qui etaient soulevés du fait que ces protestants rigides se situaient de preference sur le plan de la bonne volonte individuelle et s'informaient apres de M. KORNEITCHOUK en particulier des possibilites qui leur etaient offertes d'obtenir de la part du gouvernement sovietique des actes qui engagent l'existence meme du pays. Certains d'entre eux auraient salué avec enthousiasme un desarmement total et unilateral de la Russie socialiste, malgre la politique ultra-militariste du bloc Atlantique.

"Il fut finalement decide que le retablissement d'echanges culturels et economiques, la multiplication des voyages d'un pays a l'autre constituaient des moyens efficaces de servir la paix. En somme, il s'agit pour les citoyens de chaque nation de connaître, non pas seulement la ligne politique de gouvernants, mais aussi l'ame des autres peuples, la vie quotidienne vecue sous un regime different de celui de son pays.

"La discussion etait d'ailleurs favorisee par la presence d'un homme remarquable M. Paul CADBURY, un quaker plusieurs fois milliardaire, grand soutien du parti liberal et bailleur de fonds de ces deux grands quotidiens moderes que sont le MANCHESTER GUARDIAN et le NEWS CHRONICLE. M. CADBURY se rappelait que son oncle LAURENCE avait dirige les services economiques britanniques en U.R.S.S., durant le dernier conflit et qu'il en avait rapporte un souvenir favorable.

"C'est pourquoi M. CADBURY se montra desirieux de faire partie de la delegation ainsi qu'un ingenieur tres connu, M. Leslie METCALF et cinq autres membres de la secte."

D. CONFERENCE INTERNATIONALE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE LA JEUNESSE

47. L'organe de l'U.J.R.F. (L'Avant-Garde du 5 au 11.9.51.) commente les decisions prises par le Conseil de la F.M.J.D. tenu a Berlin aussitot apres la cloture du Festival, dont la plus importante est la convocation d'une conference internationale pour la defense des droits de la jeunesse, qui aura lieu en 1952. Jacques DENIS, secretaire general de la F.M.J.D. presenta a ce sujet un rapport dans lequel il a declare que les propositions pour cette conference viennent de jeunes ouvriers de la raffinerie de sucre WESTER, d'Amsterdam. D'autres propositions similaires sont venues d'usines d'Autriche et d'Italie. L'organe de l'U.J.R.F. se rejouit de cette initiative et affirme que les jeunes travailleurs de France accueilleront comme une grande esperance la decision de la F.M.J.D. d'appeler toutes ses organisations membres a commencer, des maintenant, la preparation de la Conference.

E. CONFERENCE INTERNATIONALE DE L'ENFANCE

48. En janvier 1952, a Vienne (Autriche) se tiendra la Conference Internationale de l'Enfance. L'idee en ete lancee par la Federation Democratique Internationale des Femmes. Elle fut reprise par des personnalites de divers pays qui lancerent l'appel dont les premiers signataires furent: CUBA: Dr. Augustin CASTELLANOS, directeur de l'hospital d'enfants de la Havane, president de la Societe de Pediatrie; Dr. Georgina SHELTON, professeur de chirurgie dentaire, ex-president de la "Orden-Hi-Jas" de Aca Cia.

/SUEDE:.....

SUEDE: Dr. Gustav JOHNSON; Dr. Andrea ANDREEN, Stockholm.
ITALIE: Prof. Raffaele CAPORALI, sénateur du Parti démocratique chrétien, président de la XI^e Commission d'hygiène et de santé, directeur de la clinique "Jesus-Marie" de Naples, vice-président du Comité national des orphelins de guerre; Maître Marion VENDITTI, sénateur du parti libéral, avocat, écrivain, ex-sous-secrétaire d'état à l'instruction publique; Prof. Nicolas FERROTTI, député du parti socialiste italien, psychiatre, ex-commissaire pour l'Hygiène et la Santé.
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE: Prof. Hans SCHWARZ, doyen de la faculté de médecine, Greifswald Universität.
ALLEMAGNE OCCIDENTALE: Hedda ENLÉNBERG, femme d'écrivain (Düsseldorf)
U.R.S.S.: SPERANSKI, pédiatre.
FRANCE: Prof. HEYER, professeur de neuro-psychiatrie à la Faculté, médecin à l'hôpital des Enfants-Malades; M. MONOD, ancien directeur de l'Enseignement secondaire. (Femmes Françaises, 1^{er} septembre).

F. CONGRES MONDIAL DES ECRIVAINS

49. Pablo NERUDA, le poète chilien, lance l'idée d'un Congrès mondial des écrivains. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans la revue des Partisans de la Paix (Défense de la Paix, septembre):

"Au cours du Festival de Berlin s'est tenue, sur l'initiative de M. Bodo UNSE, Président de l'Union des Ecrivains Allemands, une réunion qui rassemble les écrivains présents appartenant aux divers pays.

"Au cours de cette importante rencontre, le poète chilien Pablo NERUDA et le poète turc Nazim HIKMET proposeront une action de solidarité en faveur des écrivains et des intellectuels victimes de la répression et de la terreur policière. Au soir de cette réunion, Pablo NERUDA a écrit pour notre revue ce court article, appelant à un prochain Congrès Mondial des Ecrivains:

" - On a vu la grande barrière que les gouvernements des pays occidentaux ont tenté de dresser devant la jeunesse qui voulait se rendre au Festival.

" - Or nous avons toujours davantage besoin de développer les échanges culturels entre les peuples.

" - Notre époque est une grande époque pour les poètes, pour les romanciers, pour tous les artistes. Jamais aucune autre n'a suscité tant de conflits poignants dans la conscience des hommes. Il y a de quoi nourrir la littérature la plus grandiose. Mais les écrivains sont limités dans l'expression libre de leur pensée créatrice, dans la publication de leurs œuvres, en de nombreux pays d'Occident. Certains livres seraient absolument impossibles aux Etats-Unis, en République Argentine, en Espagne, en Turquie, en Grèce...

Je ne sais pas encore, n'en ayant discuté avec personne, s'il importe ou non de créer une nouvelle organisation internationale pour la défense de l'intelligence, mais je crois qu'il est nécessaire d'envisager dans un proche avenir un Congrès Mondial des Ecrivains pour traiter de toutes les questions qui sont posées aux écrivains par le développement de la lutte pour la paix, et pour réagir contre ces persécutions infames."

G. 4^e DELEGATION DE FRANCE-U.R.S.S.

50. FRANCE-URSS, organe de l'Association France-U.R.S.S., donne, dans son numéro de septembre la composition suivante de la 4^{ème} délégation envoyée par cette association depuis 1948:

"Elle était composée de 15 membres: nos amis Suzanne CAGE, ancienne ouvrière du textile, membre du Bureau de l'Association; le docteur Pierre SIMONOT, président de notre Comité départemental du Nord; le professeur Jean BABY, agrégé de l'Université, spécialiste des questions économiques, membre de notre Comité national; le mécanicien Louis CHAULET, responsable de la diffusion de notre revue au Comité de Châtellerault (Vienne), secrétaire du Syndicat de la Manufacture d'armes de cette ville; le cheminot Gabriel GAMET, secrétaire adjoint de notre Comité départemental du Vaucluse; le mineur Henri MONDET, membre de notre Comité d'Alès (Gard); le professeur Vladimir FROLOW, qui avait quitté la Russie des Tsché à 17 ans, et qui est l'un des animateurs

/de notre centre.....

de notre Centre culturel; l'ingenieur des Arts et manufactures Bernard LAFAILLE, membre de l'Association internationale des Ponts et Charpentes, professeur a Centrale, ancien militant du M.R.P.; l'ecrivain et journaliste bien-cconnu Georges SORIA, qui prepare un nouveau et actuel "Comment vivent les Russes"; le redacteur en chef du grand quotidien "LesAllobroges" a Grenoble, Jean CAZALBOU; une midinette de Paris, Denise JOUVIN; un jeune ouvrier agricole de Seine-et-Oise, Pierre CHEVRIER; et trois militants catholiques du Mouvement de Liberation du Peuple; un jeune ouvrier de Paris(14e, Roland GAINIE; une menagere de Paris(13e), mere de cinq enfants, Mme Nelly CRU.

"Partis de Paris le 27 juillet, ils etaient a Prague le meme jour et le lendemain, a l'aube, reprenaient l'avion Prague-Lvov-Kiev-Moscou. Ils sont arrives le soir meme dans la capitale."